

**MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCES
POUR LE COMPTE DE LA**



CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Palais de Chaillot
1 Place du Trocadéro et du 11 novembre
75 116 PARIS

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

Marché N° AO-2025-09/04

**Lot n°4 : Responsabilité Civile des Mandataires
Sociaux**

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 2/61
--	---	-----------

SOMMAIRE

1 – Présentation des risques.....	3
Présentation générale CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	3
Assurance souhaitée	3
Informations complémentaires	3
2 – Conditions Particulières Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux	3
Assuré.....	4
Activités de l'Assuré	6
Objet des garanties	6
Pour l'Assuré personne physique :	6
Pour l'Assuré personne morale :	7
Montant des garanties et franchises	7
Solution de base (réponse obligatoire)	7
Étendue de la garantie	10
Tarification	10
Dispositions diverses	10
3 – Conventions Spéciales Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux	11
ANNEXE I - GESTION DE CRISE	53
FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES « RESPONSABILITE CIVILE » DANS LE TEMPS.....	56
Annexes.....	60

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 3/61
--	---	-----------

1 – Présentation des risques

Présentation générale CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Voir site : <https://www.citedelarchitecture.fr/>

Assurance souhaitée

Les candidats présenteront, conformément aux modèles de Conditions Particulières et de Conventions Spéciales proposés dans le dossier de consultation, une police couvrant le risque de « Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux ».

La **Solution de Base** constitue le schéma de garanties attendu. La **réponse** à la Solution de Base définie est **obligatoire** sous peine de rejet de l'offre.

Les **réserves** (et améliorations) sont admises et devront faire l'objet d'une note récapitulative annexée à l'acte d'engagement du dossier de consultation (cf. CADRE DE REPONSE TECHNIQUE ou CRT joint).

Une variante libre est admise

Informations complémentaires (Cf. Annexes)

- Annexe A01 – Rapport d'activité 2024 – CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
- Annexe A03 – Attestation de non-sinistralité RCMS pour la période du 2023/2025 – CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE.

2 – Conditions Particulières Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 4/61
--	---	-----------

Assuré

Le Souscripteur :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Palais de Chaillot

1 Place du Trocadéro et du 11 Novembre

75116 PARIS

Représenté par son Directeur Général en exercice,

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses Services, des associations, groupements et entités, filiales présentes et à venir, liés à son activité, ainsi que pour celui de qui il appartiendra.

Ont notamment la qualité **d'Assurés** :

- la personne morale souscriptrice,

Ainsi que :

- Tout dirigeant de droit ou de fait passé, présent ou futur du Souscripteur,
- Tout dirigeant de droit ou de fait passé, présent ou futur des filiales du Souscripteur,
- Tout Assuré additionnel.

On entend par dirigeant :

Toute personne physique investie au titre de ses fonctions exécutives des pouvoirs de direction, de gestion, d'administration, de supervision, de contrôle ou de surveillance, c'est-à-dire :

Tout dirigeant de droit du Souscripteur et de ses filiales :

Toute personne physique investie de fonctions exécutives conférant des pouvoirs de direction, et notamment :

- Le Président du Conseil d'Administration, les Administrateurs et les Administrateurs délégués,
- Le Directeur Général, les Directeurs Généraux adjoints et le Directeur Général délégué,
- Le Secrétaire Général, le Secrétaire Général adjoint et le Secrétaire Général délégué,
- Les directeurs et les chefs de services,
- Le Trésorier, l'Agent comptable principal, l'Agent comptable coordinateur,

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 5/61
--	---	-----------

- Le Représentant Permanent d'une personne morale dirigeant de droit du Souscripteur,
- Les Mandats Extérieurs dans une entité extérieure.

Tout dirigeant de fait du Souscripteur et de ses filiales :

Toute personne physique dont la responsabilité est recherchée ou engagée par toute juridiction en qualité de dirigeant de fait du Souscripteur ou de ses filiales.

Toute personne physique dont la responsabilité est recherchée pour toute faute ou tout fait commis au titre de l'exercice d'un pouvoir de direction, de gestion, d'administration, de supervision, de contrôle ou de surveillance du Souscripteur ou de ses filiales.

Assurés additionnels :

Les héritiers, légataires, représentants légaux ou ayants droits d'un Assuré, en cas de décès ou d'incapacité juridique de ce dernier,

Les conjoints des dirigeants, en cas de réclamation fondée sur une faute commise par ces dirigeants et visant à obtenir réparation sur leur patrimoine,

Les fondateurs du Souscripteur et de ses filiales,

Les représentants du Souscripteur et de ses filiales au sein d'une participation,

Les préposés du Souscripteur et de ses filiales :

- au titre des fautes liées à l'emploi,
- au titre d'une délégation de pouvoir valide reçue d'un dirigeant de droit pour exercer tout ou partie de ses fonctions exécutives,
- au titre d'une réclamation les mettant en cause avec un dirigeant.

Le Souscripteur et ses filiales au titre de la garantie des frais de défense du Souscripteur et de ses filiales en cas de réclamation conjointe et au titre de la garantie des frais de défense et des conséquences pécuniaires en cas de faute non séparable des fonctions,

Le Régisseur de recettes ou d'avances.

Les salariés bénéficiant d'une délégation de signature et/ ou de pouvoir du Président et/ou du Directeur Général.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 6/61
--	---	-----------

Activités de l'Assuré

Toutes activités rattachées à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine notamment :

- Conserver, protéger, restaurer et présenter au public le plus large des collections que l'État lui confie, qu'elle acquiert ou qu'elle reçoit en dépôt. En outre, elle constitue et gère une bibliothèque d'architecture ouverte au public,
- Contribuer à la collecte, à la conservation et à la valorisation des archives d'architecture,
- Assurer toutes activités de diffusion de la culture architecturale et patrimoniale auprès du public,
- Assurer des actions de formation à l'intention des professionnels publics et privés de l'architecture et du patrimoine.
- Ainsi que **toutes les activités annexes et/ou connexes.**

La présente déclaration des activités de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine est faite à titre indicatif et non limitatif, l'Assureur s'engageant à ne pas l'opposer à l'Assuré.

Objet des garanties

L'assurance s'applique :

- Aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, personnelle ou solidaire, des Assurés en cas de faute commise pendant les périodes de garantie et de garantie subséquente
- Aux frais de défense (civile et/ou pénale) au fur et à mesure que sont présentés les justificatifs auxquels les devis sont assimilés.

La notion d'Assurés s'entend des personnes physiques mais également des personnes morales.

L'assurance comprend également des extensions de garanties :

Pour l'Assuré personne physique :

- Garantie des ayants droits

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 7/61
--	---	-----------

- Garantie des conjoints
- Garantie des fondateurs
- Garantie des représentants
- Fautes liées à l'emploi
- Mandats extérieurs dans les participations
- Sanction pécuniaire prononcée par une autorité administrative
- Atteinte à la réputation
- Soutien psychologique
- Frais de consultant et de communication en cas d'extradition
- Dépenses courantes en cas de privation d'actifs
- Frais d'investigation préliminaire
- Frais d'atténuation du risque
- Frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire
- Frais d'assistance à une garde à vue
- Frais de conseil liés au contrôle fiscal des dirigeants de droit
- Frais de défense des Assurés dans le cadre d'une réclamation relative à une atteinte à l'environnement
- Amendes et/ou pénalités civiles

Pour l'Assuré personne morale :

- Personne morale dirigeant de droit des filiales
- Faute non séparable
- Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise
- Frais d'urgence
- Prise en charge des frais de défense de la société souscriptrice en cas de réclamation conjointe
- Gestion de crise

Octroi de l'autorisation de la « **lettre de contre-change** » ou « **contre-lettre** » (à savoir, l'engagement de l'Assureur de ne pas réclamer le remboursement *a posteriori* des frais de défense à un mandataire déclaré fautif).

Montant des garanties et franchises

Solution de base (réponse obligatoire)

En référence des Conventions Spéciales Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux.

Montant de garantie maximum global, par période d'assurance : .5.000.000 €

Tableau des garanties

Nature des garanties	Montant des garanties Par année d'assurance
Chapitre 3.1 : Les garanties	
3.1.1 Garantie des frais de défense	5.000.000 €
Dont Garantie spécifique des frais de défense dans le cadre d'une procédure de plaider coupable	150.000 €
3.1.2 Garantie des conséquences pécuniaires	5.000.000 €
Chapitre 3.2 : Les extensions de garanties	
3.2.1 Garantie des ayants droits	5.000.000 €
3.2.2 Garantie des conjoints	5.000.000 €
3.2.3 Garantie des fondateurs	5.000.000 €
3.2.4 Garantie des représentants	5.000.000 €
3.2.5 Garantie des fautes liées à l'emploi	5.000.000 €
3.2.6 Garantie des dépenses courantes en cas de privation d'actifs	60.000 € par assuré personne physique sur une période de 12 mois
3.2.7 Garantie des frais d'aide psychologique	50.000 €
3.2.8 Garantie des frais d'enquête	50.000 €
3.2.9 Garantie des frais de consultant et de communication en cas d'extradition	50.000 €
3.2.10 Garantie des frais d'investigation préliminaire	250.000 €
3.2.11 Garantie des frais d'atténuation du risque	10% du montant de garantie maximum global avec un maximum cumulé pour l'ensemble des Assurés de 1.000.000 €
3.2.12 Garantie des frais d'urgence	20% du montant de garantie maximum global
3.2.13 Garantie des frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire	50.000 € Par sinistre
3.2.14 Garantie des administrateurs indépendants	1.000.000 € pour chaque administrateur indépendant avec un maximum

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 9/61
--	---	-----------

Nature des garanties	Montant des garanties Par année d'assurance
	cumulé pour l'ensemble des administrateurs de 5.000.000 €
3.2.15 Garantie des frais d'image	100.000 €
3.2.16 Garantie des frais de défense du souscripteur et de ses filiales en cas de <u>réclamation conjointe</u>	5.000.000 €
3.2.17 Garantie des frais de défense et des conséquences pécuniaires en cas de <u>faute non séparable</u> des fonctions	5.000.000 €
3.2.18 Garantie des frais de défense liés à un manquement à une obligation légale ou réglementaire de sécurité	5.000.000 €
3.2.19 Garantie des frais de défense et des conséquences pécuniaires du souscripteur et ses filiales dirigeants de droit de leurs filiales	5.000.000 €
3.2.20 Garantie en cas d'examen de la situation fiscale personnelle du dirigeant	50.000 € Par sinistre
3.2.21 Garantie Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise	50.000 €
3.2.22 Garantie des frais de défense des assurés dans le cadre d'une réclamation relative à une atteinte à l'environnement	5.000.000 €
3.2. 23 Garantie des amendes et/ou pénalités civiles	250.000 €
3.2.24 Garantie des données personnelles et confidentialité	500.000 €
3.2.25 Garantie des prestations de consultants en gestion de crise	50.000 €
3.2.26 Garantie Mission pour les déplacements professionnels des dirigeants de droit du Souscripteur et de ses filiales françaises	23.000 € par assuré avec un maximum cumulé pour l'ensemble des assurés de 230.000 €

Franchise par sinistre	
Pour les garanties applicables à l'assuré personne physique	Néant
Pour les garanties applicables à l'assuré personne morale	Néant
- Garantie Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise	Délai de carence de 180 jours à compter de la date à laquelle la garantie a été accordée initialement

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 10/61
--	---	------------

Étendue de la garantie

Les garanties du présent contrat s'appliquent aux réclamations introduites à l'encontre des Assurés dans le monde entier et fondées sur des fautes commises au sein du Souscripteur, de ses filiales et participations immatriculées dans le **Monde entier**

A l'exclusion :

- des entités immatriculés aux Etats-Unis d'Amérique et/ou dans leurs territoires ou possessions et/ou au Canada ;
- de la garantie « Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise » qui s'applique uniquement au bénéfice du Souscripteur et/ou de ses filiales immatriculées en France.

Tarification

SOLUTION DE BASE
VARIANTE LIBRE
Cf. Acte d'engagement.

Tarification : forfaitaire

Dispositions diverses

- Prise d'effet : 01/01/2026
- Échéance annuelle : 01/01
- Modalité de paiement : Annuelle
- Durée du contrat : 1 an, renouvelable tacitement 3 fois un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans
- Résiliation : Annuelle moyennant préavis de 6 mois pour l'Assuré et pour l'Assureur.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 11/61
--	---	------------

3 – Conventions Spéciales Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux

Préalable

Le candidat peut reprendre l'ensemble des éléments du CCTP et amender les postes de garanties et les définitions contractuelles dans le cadre de sa réponse technique.

Le candidat peut aussi répondre et présenter son tableau de garantie et son intercalaire avec les conditions générales de l'assureur qui serviront de base contractuelle au contrat d'assurance

Dispositions relatives aux sanctions économiques et embargos :

Conformément à l'article 6 du Code civil, il est rappelé qu'aucune des garanties de la présente police ne peut s'appliquer dès lors qu'elle aurait pour objet un risque dont l'assurabilité serait contraire à l'ordre public, ou lorsqu'une interdiction de fournir un contrat ou un service d'assurance s'impose à l'Assureur à raison d'une mesure de sanction, de restriction, de prohibition ou d'embargo prescrites par les lois ou règlements de tout Etat ou par toute décisions de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Union Européenne.

3.1 Les garanties principales pour l'Assuré personne physique

3.1.1 Garantie des conséquences pécuniaires

L'Assureur prend en charge ou rembourse les conséquences pécuniaires résultant de toute réclamation amiable ou judiciaire introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente à l'encontre d'un Assuré personne physique mettant en jeu sa responsabilité civile individuelle ou solidaire, et imputable à une faute professionnelle, réelle ou alléguée.

3.1.2 Garantie des frais de défense

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés par ou pour le compte de tout Assuré personne physique dans le cadre de toute réclamation introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente.

Ces frais de défense sont avancés par l'Assureur dans les conditions définies ci-après au paragraphe « Modalités de la prise en charge des frais de défense ».

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 12/61
--	---	------------

La garantie de l'Assureur comprend notamment les frais de défense suivants :

3.1.2.1 DEFENSE CIVILE

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés pour la défense de tout Assuré personne physique dans le cadre de toute réclamation déclenchant les garanties de responsabilité civile visées au 3.1.1.

3.1.2.2 DEFENSE PENALE

A/ Frais de défense dans le cadre d'enquêtes pénales

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés par ou pour le compte de tout Assuré personne physique dans le cadre de toute enquête menée par un officier de police judiciaire (ou toute procédure et/ou autorité équivalentes à l'étranger).

Ces frais de défense sont garantis, y compris dans le cadre de :

- > toute audition où la présence de l'avocat n'est pas obligatoire (même si l'Assuré comparaît au titre de simple témoin) ;
- > toute procédure de garde à vue, dès la première heure (ou toute procédure équivalente à l'étranger) ;
- > toute audition en qualité de témoin assisté au sens de l'article 113-1 du Code de procédure pénale.

B/ Frais de défense dans le cadre d'une mise en cause ou poursuite devant une juridiction pénale

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés pour la défense de tout Assuré personne physique dans le cadre de toute mise en cause ou poursuite devant une juridiction pénale menée en raison d'une faute professionnelle.

Ces frais de défense sont garantis, y compris dans le cadre de :

- > la mise en examen de l'Assuré devant le juge d'instruction,
- > toute mesure d'instruction diligentée par le juge d'instruction, telles que perquisition et/ou saisie à domicile ou sur les lieux de travail,
- > la procédure de « plaider coupable » (« procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ») régie par les articles 495-7 et suivants du Code de procédure pénale français, ou dans le cadre de toute autre procédure similaire en application d'une législation étrangère).

3.1.2.3 DEFENSE DEVANT UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE

L'Assureur garantit les frais de défense exposés pour la défense de tout Assuré personne physique pendant la période d'assurance ou la période subséquente dans le cadre de toute enquête et/ou poursuite administrative menée à son encontre devant une autorité administrative.

Il est en outre convenu que ne constituent pas des frais de défense, les salaires et rémunérations des Assurés de tout employé du Souscripteur et de ses filiales ou participations.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 13/61
--	---	------------

L'Assureur ne prend en charge que les frais financiers de constitution de caution et ne s'engage pas à mettre lui-même en place ou à faire mettre en place par un tiers une quelconque caution.

3.2 Les extensions de garantie pour l'Assuré personne physique

Les extensions de garantie ci-dessous font partie intégrante des garanties de la présente police et sont soumises à l'ensemble de ses termes et conditions.

3.2.1 Garantie des ayants droit

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense et les conséquences pécuniaires des sinistres résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des ayants droit des Assurés pendant la période d'assurance ou la période subséquente, engageant ou susceptible d'engager la responsabilité individuelle ou solidaire des Assurés, fondée sur une faute commise par les Assurés au titre de leurs fonctions de dirigeants lorsqu'ils étaient en exercice et qui sont, au jour de la réclamation, soit décédés soit dans l'incapacité juridique de faire valoir leurs droits ou de répondre à leurs obligations personnellement en application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision de justice, d'une sentence arbitrale ou d'une transaction amiable.

3.2.2 Garantie des conjoints

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense et les conséquences pécuniaires des sinistres résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des conjoints des Assurés pendant la période d'assurance ou la période subséquente, engageant ou susceptible d'engager la responsabilité individuelle ou solidaire des Assurés, fondée sur une faute commise par les Assurés au titre de leurs fonctions de dirigeants, et destinée à obtenir réparation du dommage sur les biens communs et indivis de l'Assuré et de son conjoint.

3.2.3 Garantie des fondateurs

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense et les conséquences pécuniaires des sinistres résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des fondateurs du Souscripteur et de ses filiales pendant la période d'assurance ou la période subséquente, engageant ou susceptible d'engager leur responsabilité individuelle ou solidaire, et fondée sur une faute commise au titre de leurs fonctions de fondateur.

3.2.4 Garantie des représentants

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense et les conséquences pécuniaires des sinistres résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des représentants du Souscripteur et de ses filiales pendant la période d'assurance ou la période subséquente, engageant ou susceptible

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 14/61
--	---	------------

d'engager leur responsabilité individuelle ou solidaire, et fondée sur une faute commise au titre de leurs fonctions de représentants au sein d'une participation.

3.2.5 Fautes liées à l'emploi

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense et les conséquences pécuniaires des sinistres résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des dirigeants, du conjoint d'un dirigeant de droit ou d'un préposé du Souscripteur et de ses filiales pendant la période d'assurance ou la période subséquente, engageant ou susceptible d'engager leur responsabilité individuelle ou solidaire, et fondée sur une faute liée à l'emploi.

La garantie est mise en jeu pour toute réclamation liée aux rapports sociaux, y compris celles qui ont pour objet la réparation de tout préjudice moral consécutif à un dommage corporel ou matériel, introduite à l'encontre des Assurés et mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire en raison de toute faute professionnelle réelle ou alléguée commise avant la date de résiliation ou d'expiration d'une ou des garanties du contrat.

Pour l'application de la présente extension, on entend par :

- a) Assurés : les dirigeants, tels que la définition en est donnée par ailleurs, ainsi que tout employé du Souscripteur ;
- b) réclamation liée aux rapports sociaux : toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine :
 - tout licenciement abusif, licenciement sans cause réelle et sérieuse, résiliation ou non reconduction abusive de contrat de travail, prouvé ou allégué ;
 - toute fausse déclaration relative à l'emploi ;
 - tout refus abusif d'emploi ou de promotion ;
 - toute privation abusive d'opportunité de carrière ;
 - toute mesure disciplinaire abusive, ou tout harcèlement sexuel, moral ou psychologique
 - toute discrimination (y compris entre autres, discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la race, la couleur, l'origine nationale, la religion, les mœurs, la grossesse ou le handicap, l'appartenance à un syndicat ou à un parti politique) ;
 - tout manquement aux règles en vigueur au sein du Souscripteur en matière de rapports sociaux ;
 - lorsque ces faits concernent ou sont commis à l'encontre d'un employé actuel, ancien ou potentiel du Souscripteur.

3.2.6 Mandats extérieurs dans les participations

L'Assureur prend en charge ou rembourse les indemnités et/ou les frais de défense résultant de toute réclamation introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente à l'encontre d'un représentant, mettant en jeu sa responsabilité individuelle ou solidaire, et imputable à toute faute professionnelle, réelle ou alléguée, commise par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions de dirigeant de droit d'une participation

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 15/61
--	---	------------

3.2.7 Sanction pécuniaire prononcée par une autorité administrative

L'Assureur prend en charge les sanctions pécuniaires assurables prononcées par une autorité administrative pendant la période d'assurance ou la période subséquente en application des lois ou règlements à l'encontre d'un Assuré personne physique, dans le cadre de ses fonctions de dirigeant au sein de la société souscriptrice

Sans que cela puisse constituer un avis juridique de nature à engager la responsabilité de l'Assureur, il est rappelé pour l'application de cette extension que la garantie des sanctions pécuniaires ne peut être contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, conformément à l'article 6 du Code civil ou toute législation équivalente à l'étranger, ni ne peut intervenir si celles-ci sont prononcées suite à la commission par l'Assuré d'une faute intentionnelle ou dolosive au sens de l'article L. 113-1 du Code des assurances.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.8 Atteinte à la réputation

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de réhabilitation et/ou les frais de protection de l'e-réputation engagés par un Assuré personne physique pendant la période d'assurance ou la période subséquente.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.9 Soutien psychologique

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de soutien psychologique engagés par un Assuré personne physique et/ou ses enfants pendant la période d'assurance ou la période subséquente suite à une réclamation garantie par le présent contrat, et en excédent de toute prestation d'assurance sociale éventuellement perçue par les bénéficiaires de la garantie.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.10 Frais de consultant et de communication en cas d'extradition

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de communication et de consultant liés à une procédure d'extradition engagés par un Assuré personne physique pendant la période d'assurance ou la période subséquente, et qui font suite à une réclamation garantie introduite à l'encontre de l'Assuré.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.11 Dépenses courantes en cas de privation d'actifs

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 16/61
--	---	------------

L'Assureur prend en charge ou rembourse les dépenses courantes des Assurés personnes physiques suite à toute mesure temporaire ou définitive de privation de leurs actifs personnels mobiliers ou immobiliers résultant de toute saisie, confiscation, mise sous séquestre ou gel de leurs droits de propriété, ordonnée par toute juridiction civile ou pénale ou toute autorité administrative dans le cadre de toute réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance ou la période subséquente et dont la garantie est acquise au titre de la présente police.

Par dépenses courantes, on entend par exemple :

- Les frais de scolarité des enfants à charge,
- les loyers ou montants des échéances mensuelles de prêt concernant la résidence principale,
- les dépenses courantes d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et d'abonnement internet,
- les primes d'assurance de la résidence principale ainsi que les assurances personnelles (vie, accident, assistance médicale ou santé...).

La prise en charge ou le remboursement des dépenses courantes intervient sous réserve que le montant de l'allocation attribué par la juridiction ou l'autorité administrative ayant ordonné la mesure de privation d'actifs soit épuisé ou insuffisant et que les Assurés n'aient pas d'autres moyens de subvenir à leurs dépenses courantes.

Les dépenses courantes sont prises en charge ou remboursés aux Assurés trente jours après la date de la décision déterminant le montant de l'allocation qui leur est attribuée, pour une durée maximale de douze mois à compter de cette date, et dans la limite du montant indiqué dans le tableau des garanties et franchises des Conditions Particulières.

3.2.12 Frais d'investigation préliminaire

L'Assureur prend en charge les frais d'investigation préliminaire exposés par ou pour le compte de tout Assuré personne physique pendant la période d'assurance ou la période subséquente dans le cadre de toute investigation préliminaire.

Il s'agit des honoraires et frais divers raisonnables et nécessaires, avec l'accord de l'Assureur, encourus à titre personnel par un Assuré personne physique pour préparer et faire face à une investigation préliminaire.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS D'INVESTIGATION PRELIMINAIRE :

- **LES SALAIRES ET REMUNERATIONS DE TOUT ASSURE PERSONNE PHYSIQUE**
- **LES COUTS LIES A UNE DEMANDE DE COMMUNICATION DE PIECES OU DE TOUT DOCUMENT, ENREGISTREMENT OU DE TOUTE DONNEE**

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 17/61
--	---	------------

- ELECTRONIQUE EN LA POSSESSION OU SOUS LE CONTROLE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE, DU REQUERANT OU DE TOUT AUTRE TIERS**
- **LES FRAIS, COUTS ET DEPENSES DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.**

Cette garantie est sous-limitée pour les frais d'investigation préliminaire exposés par ou pour le compte de tout Assuré personne physique suite à une action sociale ut singuli ou à une demande écrite des actionnaires en vue d'exercer une action sociale ut singuli au montant indiqué à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond fixé à ce même article.

3.2.13 Frais d'atténuation du risque

L'Assureur prend en charge les frais d'atténuation du risque, avec l'accord de l'Assureur, exposés par ou pour le compte de tout Assuré personne physique pendant la période d'assurance, en vue de prévenir la survenance d'une réclamation à son encontre ou d'en limiter l'étendue si celle-ci venait à être introduite.

EN AUCUN CAS, LES ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR AU TITRE DE CETTE GARANTIE NE SAURAIENT EXCÉDER CEUX QUI LUI AURAIENT NORMALEMENT INCOMBER SI UNE RECLAMATION AVAIT ÉTÉ INTRODUITE À L'ENCONTRE DE L'ASSURÉ PERSONNE PHYSIQUE PAR LE DEMANDEUR.

Il s'agit des frais et dépenses raisonnables et nécessaires, limitativement énumérés aux points a) à c) ci-dessous :

- a) Les sommes versées à un ou plusieurs demandeurs susceptible(s) d'introduire une réclamation à l'encontre d'un Assuré personne physique fondée sur ou ayant pour origine une faute professionnelle, en vue de limiter sa responsabilité civile ;
- b) Les frais et dépenses engagés auprès d'un expert et/ou d'un médiateur pour négocier et faciliter le paiement des sommes visées au point a) ci-dessus ;
- c) Les frais et dépenses engagés pour l'introduction d'une action en justice dans le but d'éviter une réclamation à l'encontre d'un Assuré personne physique fondée sur ou ayant pour origine une faute professionnelle.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS D'ATTENUATION DU RISQUE :

- **LES SOMMES ENGAGÉES EN VUE DE PRÉVENIR OU LIMITER LES CONSÉQUENCES D'UNE RECLAMATION NON COUVERTE PAR LE PRÉSENT CONTRAT ;**
- **LES SOMMES, FRAIS ET DÉPENSES LIÉES À UNE ENQUÊTE OU À UNE INVESTIGATION PRÉLIMINAIRE ; . LES SOMMES VERSÉES EN VUE DE LIMITER LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ SOUSCRIPTRICE OU D'UN ASSURÉ PERSONNE PHYSIQUE POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ SOUSCRIPTRICE ;**

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 18/61
--	---	------------

- **LES SALAIRES ET REMUNERATIONS DE TOUT ASSURE PERSONNE PHYSIQUE ;**
- **LES FRAIS, COUTS ET DEPENSES DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.**

Cette garantie intervient uniquement à compter de la notification faite à l'Assureur de faits ou circonstances susceptibles de constituer un fait dommageable et de donner naissance à une réclamation, pouvant faire l'objet d'une Déclaration de sinistre ». Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et celui-ci fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.14 Frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire

Suite à l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire au sein de la société souscriptrice pouvant donner lieu à une réclamation à l'encontre d'un Assuré personne physique, l'Assureur prend en charge les frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire, engagés par cet Assuré pendant la période d'assurance pour la préparation de ses entretiens avec un liquidateur ou tout autre organe de la procédure collective équivalent à l'étranger.

Les frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire sont :

- a) Les honoraires raisonnables et nécessaires engagés auprès d'un avocat avec l'accord préalable de l'Assureur ;
- b) Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés auprès d'un expert sur les recommandations de cet avocat et préalablement approuvés par l'Assureur.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS DE CONSEIL LIES A L 'OUVERTURE D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE :

- **LES SALAIRES ET REMUNERATIONS DE TOUT ASSURE PERSONNE PHYSIQUE**
- **LES FRAIS, COUTS ET DEPENSES DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.**

Cette garantie « Frais de conseil liés à l'ouverture d'une liquidation judiciaire » ne prend effet qu'au terme d'un délai de carence de 180 jours à compter de la date à laquelle cette garantie a été accordée. Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.2.15 Frais d'assistance liée à une garde à vue

L'Assureur rembourse les frais d'assistance liés à une garde à vue exposés suite au placement en garde à vue (ou toute procédure équivalente à l'étranger) d'un Assuré personne physique pendant la période d'assurance en raison d'une faute professionnelle réelle ou alléguée.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 19/61
--	---	------------

Il s'agit des frais et dépenses raisonnables et nécessaires, limitativement énumérés ci-après aux point a) à h) ci-dessous :

- a) les frais de transport d'un parent ou d'un proche pour venir assurer la garde des enfants mineurs de l'Assuré au lieu de résidence habituelle de l'Assuré ou les frais liés à la garde des enfants mineurs de l'Assuré par un tiers au lieu de résidence habituelle de l'Assuré ;
- b) les frais de serrurier pour permettre aux personnes ci-dessus l'accès à la résidence habituelle de l'Assuré ;
- c) les frais de transport de l'époux, du concubin ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité (ou tout autre contrat similaire) de l'Assuré en déplacement jusqu'à la résidence habituelle de l'Assuré ,
- d) les frais liés à l'acheminement du véhicule de l'Assuré depuis le lieu de son interpellation jusqu'à sa résidence habituelle ;
- e) le coût de location d'un véhicule de substitution pour le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin de l'Assuré en cas d'indisponibilité du véhicule de l'Assuré durant le temps de la mesure de garde à vue ;
- f) les frais de transport de l'Assuré jusqu'à sa résidence habituelle à l'issue de sa garde à vue ;
- g) les frais d'aide-ménagère au lieu de résidence habituelle de l'Assuré à l'issue de sa garde à vue en cas de perquisition au lieu de sa résidence habituelle ;
- h) les frais liés à l'annulation ou au report d'un voyage d'affaires ou d'un voyage d'agrément de l'Assuré prévus antérieurement à la mesure de garde à vue.

3.2.16 Frais de conseil liés au contrôle fiscal des dirigeants de droit

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de conseil liés au contrôle fiscal engagés par un dirigeant de droit personne physique pour le conseiller et l'assister lorsqu'il fait l'objet d'un examen contradictoire de sa situation fiscale personnelle pendant la période d'assurance consécutif à une vérification de la comptabilité de l'entreprise déclenchée à l'initiative de l'administration fiscale ou toute autorité équivalente à l'étranger.

Il s'agit des frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un Assuré personne physique auprès de tout expert-comptable et/ou conseil en droit fiscal.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS DE CONSEIL LIES AU CONTROLE FISCAL :

- **LES SALAIRES ET REMUNERATIONS DE TOUT ASSURE PERSONNE PHYSIQUE**
- **LES FRAIS, COUTS ET DEPENSES DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.**

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 20/61
--	---	------------

3.2.17 Frais de défense des Assurés dans le cadre d'une réclamation relative à une atteinte à l'environnement

Toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine :

- une pollution, réelle, alléguée ou potentielle, y compris les gaz à effets de serre, ou
- toute demande ou injonction administrative en vue de procéder à des tests, au nettoyage, au traitement, à la désintoxication, à la suppression ou à la neutralisation de polluants (y compris les gaz à effet de serre), pour autant que la réclamation soit introduite à l'encontre d'un Assuré personne physique en raison d'une faute professionnelle commise en lien avec une obligation d'information ou de déclaration résultant de la loi ou la réglementation applicable en matière environnementale.

3.2.18 Garantie des amendes et/ou pénalités civiles

L'objet de cette extension de garantie est de prendre en charge les amendes ou les pénalités civiles assurables imposées à un Assuré, personne physique, par la législation ou la réglementation suite à des poursuites à son encontre.

On entend par amendes ou pénalités assurables, la prise en charge des taxes et impôts mis à la charge de l'Assuré, personne physique, suite à une réclamation ayant donné lieu à une condamnation visant à combler l'insuffisance d'actif du Souscripteur, personne morale, au sens de l'article L651-2 du Code du Commerce ou de toute législation étrangère équivalent.

La garantie est étendue aux « punitive & exemplary damages » lorsque ceux-ci sont assurables par la loi.

La garantie de cette extension intervient par l'Assureur pendant la période du contrat, mais aussi pendant la période subséquente.

Le déclenchement de la garantie intervient quand une autorité régulatrice ou une autorité administrative sanctionne une faute professionnelle commise par l'Assuré.

3.3 Les extensions de garantie pour l'Assuré personne morale

3.3.1 Personne morale dirigeant de droit des filiales

L'Assureur prend en charge ou rembourse les indemnités et/ou les frais de défense résultant de toute réclamation introduite à l'encontre de la société souscriptrice pendant la période d'assurance ou la période subséquente et fondée sur ou ayant pour origine toute faute professionnelle engageant la responsabilité de la société souscriptrice en sa qualité de dirigeant de droit personne morale de ses filiales.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 21/61
--	---	------------

3.3.2 Faute non séparable

L'Assureur prend en charge ou rembourse les indemnités et/ou les frais de défense résultant de toute réclamation introduite à l'encontre de la société souscriptrice par un tiers pendant la période d'assurance ou la période subséquente en raison de toute faute professionnelle commise par un de ses dirigeants de droit ou de fait personne physique qui constitue la cause légale directe du sinistre et est jugée expressément non séparable de ses fonctions par une décision ayant autorité de chose jugée appliquant le droit français.

La présente garantie s'applique à toute réclamation formée :

- soit à la seule encontre de la société souscriptrice, dès lors qu'elle repose sur les mêmes faits que ceux reprochés au dirigeant exonéré antérieurement de sa responsabilité personnelle au motif que sa faute n'était pas séparable de ses fonctions,
- soit conjointement à l'encontre de la société souscriptrice et du dirigeant, dès lors que la juridiction retient la responsabilité civile de la société souscriptrice au motif que la faute professionnelle du dirigeant n'est pas séparable de ses fonctions.

Le montant de cette garantie est fixé à l'article 2.4.1 des Conditions Particulières par période d'assurance et fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.3.3 Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise

A/ Mandataire ad hoc et/ou conciliateur désignés par le Président du tribunal

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais de dépenses raisonnables et nécessaires engagés par la société souscriptrice, notamment les frais de rémunération du mandataire ad hoc, du conciliateur ou, le cas échéant de tout expert désigné par le Président du tribunal de commerce ou de grande instance, dans le cadre de toute procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc visée aux articles L611-4 et suivants du Code de commerce introduite pendant la période d'assurance à la requête du représentant légal de la société souscriptrice.

Les frais de dépense arrêtés par ordonnance du Président du tribunal ou par jugement du tribunal ou visés par un acte de greffe, notamment les frais de requête ou d'homologation, ne sont pas soumis à l'autorisation préalable de l'Assureur en vue de leur règlement à la société souscriptrice.

Les honoraires d'avocats et/ou d'experts comptables non-salariés de la société souscriptrice exposés par la société souscriptrice à l'occasion de la procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc feront l'objet d'un règlement s'ils ont été préalablement approuvés par l'Assureur. Celui-ci ne pourra refuser son consentement sans motif valable.

B/ Expert désigné lors des procédures d'alerte

L'Assureur garantit les frais et les honoraires raisonnables et nécessaires préalablement autorisés par écrit par l'Assureur, de tout expert mandaté par le Souscripteur ou l'une de ses filiales, s'ils ne

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 22/61
--	---	------------

sont pas en cessation des paiements, pour accomplir une mission en lien direct avec la survenance pendant la période d'assurance d'une procédure d'alerte à l'initiative :

- du commissaire aux comptes de la société souscriptrice (articles L234-1 et suivants du Code de commerce), ou
- des associés ou des actionnaires de la société souscriptrice (articles L223-36 et L225-232 du Code de commerce), ou
- du comité social et économique ou des délégués du personnel de la société souscriptrice (article L234-3 du Code de commerce), ou
- du président du tribunal de commerce (article L611-2 du Code de commerce) convoquant les dirigeants de la société souscriptrice ou
- du groupement de prévention agréé auquel la société souscriptrice a adhéré (article L.611-1 du Code de commerce).

C/ Expert désigné à la suite d'une intervention du Centre d'Information sur la Prévention des difficultés des entreprises (CIP)

L'Assureur prend en charge ou rembourse les frais et honoraires, préalablement autorisés par écrit par l'Assureur, de tout expert mandaté par la société souscriptrice pour accomplir une mission pendant la période d'assurance, en lien avec une demande auprès du centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises (CIP), dans le but d'élaborer des mesures de nature à supprimer les difficultés de trésorerie rencontrées

D/ Expert pour préparer et soutenir un dossier devant la commission des chefs des services financiers (CCSFI) dans le cadre du Livre VI du Code de commerce

L'Assureur prend en charge ou rembourse tes frais et honoraires, préalablement autorisés par écrit par l'Assureur, de tout expert mandaté par la société souscriptrice pour accomplir une mission dans le cadre du livre VI du Code de commerce pendant la période d'assurance, en lien avec une demande auprès de la Commission des Chefs des Services Financiers (CCSF), dans le but d'élaborer des mesures de nature à supprimer les difficultés rencontrées antérieurement à l'ouverture d'une procédure collective.

Les garanties susvisées aux A/, B/, C/ et D/ du « Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise » prennent effet à l'expiration du délai de carence visé au chapitre 2.4.1 des Conditions Particulières.

Les garanties susvisées aux A/ et B/ du « Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise » s'appliquent uniquement au bénéfice du Souscripteur et/ou filiales immatriculés **EN FRANCE**.

3.3.4 Frais d'urgence

Les frais d'urgence concernent l'avance des frais de défense, ainsi que la garantie et les modalités de prise en charge des frais d'investigation préliminaire.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 23/61
--	---	------------

Cette extension de garantie est sous-limitée au montant indiqué dans le tableau des garanties des Conditions Particulières.

3.3.5 Prise en charge des frais de défense de la société souscriptrice en cas de réclamation conjointe

En cas de réclamation faite conjointement à l'encontre d'un Assuré personne physique et de la société souscriptrice pendant la période d'assurance ou la période subséquente, nécessitant une allocation des frais de défense entre eux, les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge, dans les conditions prévues à l'article 3.4. « Avance des frais » ci-dessous, des frais de défense exposés par la société souscriptrice pour sa propre défense auprès des mêmes conseils que ceux de l'Assuré personne physique.

3.3.6 Gestion de crise

L'assureur présentera son annexe.

3.4 Avance des frais

3.4.1 Frais de défense

L'Assureur avance avant l'issue définitive de la réclamation et dans la limite du montant des garanties disponible, les frais de défense selon les modalités d'une convention d'honoraires conclue entre l'Assuré et son conseil, préalablement soumise à l'Assureur pour agrément.

Seuls les frais de défense préalablement autorisés par l'Assureur feront l'objet d'un règlement ; l'Assureur ne pourra refuser ce règlement sans motif valable.

Toutefois, lorsque l'autorisation préalable écrite de l'Assureur ne peut matériellement être obtenue avant l'engagement de frais de défense raisonnables et nécessaires par l'Assuré dans le cadre d'une réclamation, l'Assureur consentira rétroactivement au règlement de ces frais conformément au présent contrat, dans la limite maximum du montant mentionné à l'article 2.4 des Conditions Particulières par période d'assurance, sous l'intitulé « frais d'urgence », qui fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

Les frais de défense réglés par l'Assureur lui seront remboursés par l'Assuré au seul cas où il est démontré par l'Assureur, ou par toute décision de justice définitive d'une juridiction civile, administrative, répressive ou arbitrale, que la réclamation n'était pas couverte par les garanties du présent contrat.

Les frais de défense réglés par l'Assureur ne font pas l'objet d'un remboursement par l'Assuré dans la mesure où la réclamation fondée sur la faute alléguée susceptible d'être couverte au titre du présent contrat donne lieu :

- soit à une décision de justice définitive de non responsabilité,
- soit à un abandon des poursuites à l'encontre de l'Assuré,
- soit à une transaction amiable acceptée par l'Assureur.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 24/61
--	---	------------

3.4.2 Frais d'investigation préliminaire

Seuls les frais d'investigation préliminaire préalablement autorisés par l'Assureur feront l'objet d'un règlement ; l'Assureur ne pourra refuser ce règlement sans motif valable.

Toutefois, lorsque l'autorisation préalable écrite de l'Assureur ne peut matériellement être obtenue avant l'engagement de frais d'investigation préliminaire raisonnables et nécessaires par l'Assuré dans le cadre d'une investigation préliminaire, l'Assureur consentira rétroactivement au règlement de ces frais conformément au présent contrat, dans la limite maximum du montant mentionné à l'article 2.4 des Conditions Particulières par période d'assurance, sous l'intitulé « frais d'urgence », qui fait partie intégrante du plafond des garanties fixé à ce même article.

3.4.3 Frais de gestion de crise

Seuls les frais en relation avec une situation de crise garantie au titre du présent contrat préalablement autorisés par l'Assureur, conformément à la procédure prévue à l'ANNEXE I des présentes Conventions Spéciales, feront l'objet d'un règlement ; l'Assureur ne pourra refuser ce règlement sans motif valable.

Toutefois, lorsque l'autorisation préalable écrite de l'Assureur ne peut matériellement être obtenue avant l'engagement de ces frais raisonnables et nécessaires par l'Assuré, l'Assureur consentira rétroactivement au règlement de ces frais en relation avec une situation de crise conformément au présent contrat, dans la limite maximum du montant mentionné à l'article 2.4 des Conditions Particulières, dès lors qu'ils ont été engagés auprès d'une société de gestion de crise préalablement agréée par l'Assureur.

3.5 Défense

Les Assurés ont le libre choix de leur conseil. Ils ont l'obligation de se défendre quels que soient l'auteur ou la nature de la réclamation.

L'Assureur n'est pas dans l'obligation de pourvoir à la défense des Assurés. L'Assureur peut s'associer à la défense des Assurés.

Les Assurés ont l'obligation d'apporter toute information qui peut être réclamée par l'Assureur pour toute réclamation qui serait susceptible de mettre en jeu les garanties du présent contrat.

AUCUNE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE, AUCUNE TRANSACTION INTERVENUES EN DEHORS DE L'ASSUREUR, NE LUI SONT OPPOSABLES. TOUTEFOIS, N'EST PAS CONSIDERE COMME UNE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE L'AVEU DE LA MATERIALITE D'UN FAIT, CONFORMEMENT A L'ARTICLE L. 124-2 DU CODE DES ASSURANCES.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 25/61
--	---	------------

En cas de réclamation introduite et menée pendant la période d'assurance ou la période subséquente conjointement à l'encontre d'un Assuré personne physique et de la société souscriptrice, nécessitant une allocation des frais de défense entre eux, l'Assureur prend en charge ou rembourse dans les conditions prévues à l'article 3.4 « Avance des frais de défense » des présentes Conventions Spéciales, les frais de défense exposés par la société souscriptrice pour sa propre défense auprès des mêmes conseils que ceux de l'Assuré personne physique.

Lorsqu'une réclamation porte à la fois sur des risques garantis et des risques non garantis au titre du présent contrat, les Assurés et/ou la société souscriptrice et l'Assureur conviennent de faire leurs meilleurs efforts pour déterminer équitablement entre eux la répartition définitive des indemnités et/ou des frais de défense, notamment en prenant en considération les implications juridiques et financières respectivement imputables aux risques garantis ou non garantis.

3.6 Les exclusions – Ce qui n'est pas pris en charge

3.6.1 LES EXCLUSIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

c DE L'ENSEMBLE DES GARANTIES :

3.6.1.1 LES RECLAMATIONS FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE :

- a) **UN AVANTAGE PERSONNEL, PECUNIAIRE OU EN NATURE, OU UNE REMUNERATION AUQUEL UN ASSURE N'AVAIT PAS LEGALEMENT DROIT ;**
- b) **UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU UNE FAUTE DOLOSIVE COMMISE PAR UN ASSURE.**

Les exclusions prévues ci-dessus s'appliquent uniquement aux Assurés bénéficiaires de l'avantage ou de la rémunération visés au point 3.6.1.1 a) ci-dessus ou responsables de la faute visée au point 3.6.1.1 b) ci-dessus, s'il est démontré par une décision de justice définitive ou une sentence arbitrale définitive ou reconnu par écrit par l'Assuré qu'il a effectivement bénéficié de cet avantage ou de cette rémunération, ou commis cette faute.

3.6.1.2 LES RECLAMATIONS FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE :

- a) **TOUT FAIT DOMMAGEABLE DONT L'ASSURE A CONNAISSANCE :**
 - **A LA DATE D'EFFET DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT,**
 - **A LA DATE D'EFFET D'UNE GARANTIE DIJ PRESENT CONTRAT, EN CAS DE PRISE D'EFFET DE CETTE GARANTIE POSTERIEUREMENT A LA DATE D'EFFET DU PRESENT CONTRAT,**
- LORSQUE LA RECLAMATION QUI EN RESULTE EST GARANTIE OU EST SUSCEPTIBLE D'ETRE GARANTIE AU TITRE DE TOUT AUTRE CONTRAT SOUSCRIT ANTERIEUREMENT ;**
- b) **TOUT FAIT DOMMAGEABLE VISE DANS TOUTE ENQUETE OU PROCEDURE AMIALE, ADMINISTRATIVE, JUDICIAIRE, PENALE OU ARBITRALE ANTERIEURE :**
 - **A LA DATE D'EFFET DU CONTRAT INITIAL,**

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 26/61
--	---	------------

○ **A LA DATE D'EFFET D'UNE GARANTIE DU PRESENT CONTRAT, EN CAS DE PRISE D'EFFET DE CETTE GARANTIE POSTERIEUREMENT A LA DATE D'EFFET DU PRESENT CONTRAT OU DU CONTRAT INITIAL, ET DONT L'ASSURE A CONNAISSANCE A CETTE MEME DATE ;**

3.4.1.3 LES RECLAMATIONS VISANT A OBTENIR DIRECTEMENT LA REPARATION DE TOUT DOMMAGES CORPOREL OU MATERIEL, AINSI QUE TOUT DOMMAGE IMMATERIEL OU MORAL CONSECUTIF A UN DOMMAGE CORPOREL OU MATERIEL.

Cette exclusion ne s'applique pas :

- à la réparation du préjudice moral consécutif à un dommage corporel ou matériel, dans le cadre de toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine une violation sociale ; - aux frais de défense d'un Assuré personne physique ;
- aux indemnités mises à la charge d'un Assuré personne physique par une décision de justice définitive ayant reconnu sa responsabilité personnelle, y compris du fait de tout manquement de cet Assuré à une obligation de sécurité, si la société souscriptrice ne peut assumer la prise en charge des indemnités en raison d'une interdiction légale ou parce qu'elle est en liquidation judiciaire.

3.6.1.4 LES FRAIS DE DEPOLLUTION RESULTANT D'UNE POLLUTION, DE PRODUITS DEFECTUEUX OU DE PRODUITS DANGEREUX.

Cette exclusion ne s'applique pas aux frais de défense d'un Assuré personne physique.

3.6.2 LES EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE « FAUTE NON SEPARABLE » SONT EXCLUES DE LA GARANTIE « FAUTE NON SEPARABLE » APPLICABLE A LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE :

3.6.2.1 TOUTE RECLAMATION FONDEE SUR OU AYANT POUR ORIGINE TOUTE ERREUR, OMISSION OU NEGLIGENCE COMMISE A L'OCCASION D'UNE PRESTATION DE CONSEIL OU DE SERVICE, OU A L'OCCASION DE LA FABRICATION, DE LA VENTE, DE L'APPROVISIONNEMENT, DE LA DISTRIBUTION, DE LA GESTION OU DE L'ETIQUETAGE DE TOUT PRODUIT, ET DONT UN ASSURE POURRAIT ETRE RESPONSABLE ENVERS UN CLIENT DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE DANS LE CADRE DE SON ACTIVITE PROFESSIONNELLE ;

3.6.2.2 TOUTE RECLAMATION FONDEE SUR OU AYANT POUR ORIGINE TOUTE DIVULGATION OU UTILISATION PROHIBEE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES OU DE SECRETS COMMERCIAUX, OU TOUTE ATTEINTE AUX DROITS DE LA PROPRIETE LITTERAIRE, ARTISTIQUE ET INDUSTRIELLE (Y COMPRIS LA CONTREFAÇON DE BREVETS, LE PLAGIAT, TOUTE ATTEINTE AUX DROITS DES MARQUES, AUX DROITS

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 27/61
--	---	------------

D'AUTEUR), OU DROITS A LA PROTECTION DES PROGRAMMES ET PROCEDES INFORMATIQUES ;

3.6.2.3 TOUTE RECLAMATION FONDEE SUR OU AYANT POUR ORIGINE UNE VIOLATION SOCIALE ;

3.6.2.4 TOUTE RECLAMATION ENGAGEE PAR LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.

3.6.3 LES EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE « FONDS DE PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES »

3.6.3.1 LES SALAIRES, REMUNERATIONS ET/OU FRAIS DE DEPLACEMENT DE TOUT DIRIGEANT OU EMPLOYE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE ;

3.6.3.2 TOUTE INDEMNITE VERSEE A TOUTE PERSONNE EXTERIEURE A LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE AUTRE QUE LE MANDATAIRE AD HOC, LE CONCILIATEUR, L'EXPERT, OU LES PERSONNES MANDATEES PAR CEUX-CI, PAR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL OU PAR LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE

3.6.4 LES EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE « PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEFENSE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE EN CAS DE RECLAMATION CONJOINTE

3.6.4.1 LES ENQUETES, INSTRUCTIONS OU INVESTIGATIONS PENALES, ADMINISTRATIVES OU DISCIPLINAIRES ;

3.6.4.2 TOUTE RECLAMATION FONDEE SUR OU AYANT POUR ORIGINE UNE VIOLATION SOCIALE ;

3.6.4.3 TOUTE RECLAMATION INTRODUITE DEVANT LES JURIDICTIONS DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE OU DE L'UN DE SES ETATS, TERRITOIRES OU POSSESSIONS, OU FONDEES SUR LE DROIT FEDERAL DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, OU SUR LE DROIT DE L'UN DE SES ETATS, TERRITOIRES OU POSSESSIONS.

3.6.4.4 LES RECLAMATIONS VISANT A OBTENIR DIRECTEMENT LA REPARATION DE TOUT DOMMAGE CORPOREL OU MATERIEL, AINSI QUE DE TOUT DOMMAGE IMMATERIEL OU MORAL CONSECUTIF A UN DOMMAGE CORPOREL OU MATERIEL.

3.6.5 LES EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE « SANCTION PECUNIAIRE PRONONCEE PAR UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE »

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 28/61
--	---	------------

3.6.5.1 LES SANCTIONS PECUNIAIRES PRONONCEES PAR UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE SUITE A UNE ENQUETE OU UN CONTROLE DONT LE RAPPORT EST TRANSMIS AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE OU TOUTE AUTRE AUTORITE PENALE, EN FRANCE OU A L'ETRANGER ;

Cette exclusion ne s'applique pas dans la mesure où le procureur de la République ou toute autre autorité pénale, en France ou à l'étranger, décide de ne pas poursuivre suite à la transmission effectuée par l'autorité administrative ; l'indemnisation de la sanction pécuniaire par l'Assureur ne pouvant intervenir avant cette décision.

3.6.5.2 LES SANCTIONS PECUMAIRES PRONONCEES PAR UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE SUITE A LA COMMISSION PAR L'ASSURE D'UNE FAUTE PROFESSIONNELLE DONT IL SAVAIT OU NE POUVAIT IGNORER AU MOMENT DE SA COMMISSION LE CARACTERE FAUTIF OU CONTRAIRE A LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR ;

3.6.5.3 LES SANCTIONS PECUNIAIRES PRONONCEES SUITE A TOUT ACTE, MANQUEMENT OU OMISSION COMMIS PAR UN ASSURE QUI EN A TIRE UN AVANTAGE PERSONNEL, PECUNIAIRE OU EN NATURE, OU DANS L'INTENTION D'EN TIRER UN TEL AVANTAGE ;

3.6.5.4 LES SANCTIONS PECUNIAIRES INFLIGEEES SUITE A LA VIOLATION D'UNE REGLEMENTATION FISCALE OU DOUANIERE ;

3.6.5.5 LES SANCTIONS PECUNIAIRES PRONONCEES A L'ENCONTRE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.

3.7 Territorialité

Le contrat couvre le souscripteur et ses filiales dans le MONDE ENTIER.

A L'EXCEPTION :

- **DES ENTITES IMMATRICULEES AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET/OU DANS LEURS TERRITOIRES OU POSSESSIONS ET/OU AU CANADA ;**
- **DE LA GARANTIE 3.3.5 « FONDS DE PREVENTION DES DIFFICULTES DE L'ENTREPRISE » QUI S'APPLIQUE UNIQUEMENT AU BENEFICE DU SOUSCRIPTEUR ET/OU DE SES FILIALES IMMATRICULES EN FRANCE ;**

3.8 Les définitions

Pour l'exécution du contrat, on entend par :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 29/61
--	---	------------

ACCIDENT

Toute atteinte corporelle, non intentionnelle de la part de l'Assuré, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure dont l'Assuré est victime après la date d'effet du présent contrat

ASSURE

- La société souscriptrice (personne morale souscriptrice, Souscripteur) uniquement pour l'application des garanties visées à l'article 3.3 du présent contrat et lorsqu'elles sont souscrites ;
- Tout dirigeant de droit ou de fait passé, présent et futur du Souscripteur
- Tout dirigeant de droit ou de fait passé, présent et futur des filiales du Souscripteur. Étant précisé que :
 - o Sauf dérogation écrite de l'Assureur, seuls bénéficient de la qualité d'Assuré les dirigeants des filiales qui à la date à laquelle l'entité à laquelle ils appartiennent devient ou est devenue filiale du Souscripteur, ont conservé une fonction au sein de cette filiale ou de la société souscriptrice ;
 - o En cas de filiale cédée à une entité extérieure à la société souscriptrice antérieurement à la date d'effet du contrat initial et/ou en cas de filiale liquidée ou dissoute antérieurement à cette même date, seuls bénéficient de la qualité d'Assuré les dirigeants des filiales ayant exercé une fonction de dirigeants dans ces filiales et qui ont conservé une fonction au sein de la société souscriptrice à la date d'effet du contrat initial ;
- Tout Assuré additionnel.

ASSURE ADDITIONNEL

- Les héritiers, légataires, représentants légaux ou ayants droit d'un Assuré, en cas de décès ou d'incapacité juridique de ce dernier ;
- Les conjoints des dirigeants, en cas de réclamation fondée sur une faute commise par ces dirigeants et visant à obtenir réparation sur leur patrimoine ;
- Les fondateurs du Souscripteur et de ses filiales ;
- Les représentants du Souscripteur et de ses filiales au sein d'une participation ;
- Les représentants du Souscripteur et des filiales :
 - au titre des fautes liées à l'emploi
 - au titre d'une délégation de pouvoir valide reçue d'un dirigeant de droit pour exercer tout ou partie de ses fonctions exécutives
 - au titre d'une réclamation les mettant en cause avec un dirigeant ;
 - o Le Souscripteur et filiales au titre de la garantie des frais de défense du Souscripteur et de ses filiales en cas de réclamation conjointe et au titre de la garantie des frais de défense et des conséquences pécuniaires en cas de faute non séparable.
 - o Le régisseur de recettes ou d'avances.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 30/61
--	---	------------

NE SONT PAS CONSIDERES COMME FONDATEURS TOUT CONSEIL EXTERNE A LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE, ET/OU TOUTE PERSONNE OU PRESTATAIRE DE SERVICE EXTERNES A LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE EFFECTUANT OU AYANT EFFECTUE DES ACTES DE CONSTITUTION DE SOCIETE POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE

ASSUREUR

La société d'assurance qui porte le risque.

AUTORITE ADMINISTRATIVE

- Toute autorité publique dotée d'un pouvoir de réglementation, d'enquête à l'encontre de la société souscriptrice ou des Assurés personnes physiques ;
- Toute commission parlementaire temporaire dotée d'un pouvoir d'enquête à l'encontre de la société souscriptrice ou des Assurés personnes physiques.

ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ;
- La production d'odeurs, de bruits, de vibrations, de variations de température, d'ondes, de radiations et/ou de rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

AYANTS DROIT

Les héritiers, légataires, représentants légaux et ayants cause des Assurés.

CONJOINTS

Les époux, épouses, concubins et concubines des dirigeants, ainsi que les partenaires liés par un Pacte Civil de Solidarité (PACS) ou par tout autre contrat équivalent en application de la législation ou de la réglementation d'un pays de l'Espace Économique Européen.

CONSEQUENCES PECUNIAIRES

- Les dommages et intérêts, y compris le montant de l'insuffisance d'actif susceptible d'être mis à la charge des Assurés par une juridiction civile dans le cadre de l'action en responsabilité prévue par l'article L.651-2 du Code de commerce, ou par toute autre disposition équivalente en application de la législation ou réglementation d'un pays de l'Espace Économique Européen ;
- Les dépens et les frais irrépétibles de l'instance ;
- Et plus généralement : toute indemnisation due par tout Assuré en vertu d'une décision judiciaire, ou d'une procédure arbitrale ou transaction amiable conclues avec l'accord préalable écrit de l'Assureur.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 31/61
--	---	------------

NE CONSTITUENT PAS DES CONSEQUENCES PECUNIAIRES AU TITRE DE LA PRESENTE POLICE :

- **TOUTE REMUNERATION ET INDEMNITE DE DEPART, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE, DES ASSURES ET DES PREPOSES DU SOUSCRIPTEUR, DE SES FILIALES ET PARTICIPATIONS ;**
- **TOUT IMPÔT, TAXE ET REDEVANCE ;**
- **TOUTE ASTREINTE, AMENDE ET PENALALITE CIVILES OU PENALES ;**
- **TOUTE SANCTION ADMINISTRATIVE.**

CONTROLE

Le fait de détenir dans une personne morale :

- la majorité absolue des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés, ou
- le droit de nommer ou de révoquer la majorité des Administrateurs ou Gérants, ou
- le pouvoir de contrôler la personne morale en vertu des statuts de celle-ci ou de conventions.

DEFENSE ET GESTION DES RECLAMATIONS

Les Assurés ont le libre choix de leurs avocats et l'obligation d'assurer leur propre défense. Les Assurés s'engagent à communiquer à l'Assureur le nom de leur conseil dans les meilleurs délais.

DIRIGEANT

Toute personne physique investie au titre de ses fonctions exécutives des pouvoirs de direction, de gestion, d'administration, de supervision, de contrôle ou de surveillance, c'est-à-dire :

- Tout dirigeant de droit du Souscripteur et de ses filiales
- Tout dirigeant de fait du Souscripteur et de ses filiales.

DIRIGEANT DE DROIT

Toute personne physique dirigeant ou mandataire social du Souscripteur et/ou de ses filiales, investie régulièrement au regard de la loi et des statuts, notamment

- le Président du Conseil d'Administration ;
- les Directeurs Financiers ;
- les Directeurs des Ressources Humaines ;
- les Directeurs Généraux ;
- les Directeurs Généraux délégués;
- les administrateurs ;

ainsi que :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 32/61
--	---	------------

- en cas de suspension ou de démission d'office, le Vice-Président, le Trésorier-Adjoint ou à défaut le membre élu de l'Assuré désigné par l'Assemblée Générale ;
- en cas de dissolution de la Société, le Président, les Membres de la commission provisoire et le liquidateur.

Est également considérée comme Assuré, toute personne physique, dirigeant ou mandataire social d'une filiale du Souscripteur, investie régulièrement au regard de la loi et des statuts, notamment :

- les Président et Vice-Président du conseil d'administration ;
- les Présidents-Directeurs Généraux
- les Directeurs Généraux ; directeurs d'exploitation, directeurs de services ;
- les Administrateurs, en titre ou délégués ;
- les Représentants Permanents des personnes morales ;
- les Administrateurs ;
- le Président et les Membres du Conseil de Surveillance ;
- le comptable ;
- les Liquidateurs Amiables du Souscripteur ou de toute filiale.

DIRIGEANT DE FAIT

- a) Toute personne physique dont la Responsabilité Civile est recherchée devant un tribunal en tant que dirigeant de fait du Souscripteur et/ou de ses filiales.
- b) Toute personne physique recherchée pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

DOMMAGE

Dommege corporel

Toute atteinte à l'intégrité physique ou morale d'une personne physique.

Dommege matériel

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou d'une substance, ainsi que son vol ou sa disparition, et toute atteinte à l'intégrité physique des animaux.

Dommege immatériel

Tout dommege autre que corporel ou matériel, et notamment tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, ou de la perte d'un bénéfice.

ENQUETE

Toute audition et/ou enquête menée pendant la période d'assurance en relation avec les affaires de la société souscriptrice, d'une participation ou d'un Assuré personne physique dans sa fonction d'Assuré par toute autorité administrative investie du pouvoir d'enquêter au sujet des affaires de la société souscriptrice, d'une participation ou d'un Assuré dès lors qu'un Assuré personne physique :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 33/61
--	---	------------

- est appelé à comparaître à titre personnel, ou est tenu de produire des documents ou de répondre à des questions à titre personnel auprès de cette autorité ; ou
- est identifié par écrit par cette autorité comme étant la cible de cette audition, investigation ou enquête à titre personnel.

ENTITE EXTERIEURE

Toute personne morale autre que le Souscripteur et ses filiales, au sein de laquelle un ou plusieurs Assurés sont représentants permanents du Souscripteur et/ou de ses filiales, ou ont reçu un mandat de ceux-ci en tant que dirigeants de droit.

Le Souscripteur s'engage à tout mettre en œuvre pour communiquer à l'Assureur lors de la prise d'effet du présent contrat, puis à chaque échéance, la liste exhaustive des entités extérieures.

L'Assureur s'engage cependant à ne pas opposer au Souscripteur de refus de garantie, sauf à ce qu'il prouve que la non-déclaration lui a été préjudiciable en modifiant de façon significative son risque.

EVENEMENT ASSURE

Le **sinistre** ou l'ensemble des **sinistres** résultant :

- a) d'une (des) même(s) faute(s) professionnelle(s), ou d'un ensemble de fautes professionnelles ayant la même cause technique, et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations et/ou
- b) d'un (des) même(s) fait(s) dommageable(s), ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations et/ou
- c) de faits ou circonstances susceptibles de constituer un (des) même(s) fait(s) dommageable(s), ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, et ayant donné lieu à une ou plusieurs investigations préliminaires et/ou réclamations et/ou
- d) de fautes professionnelles distinctes ayant concouru à la réalisation d'un même dommage.

Constituent un seul et même sinistre, toutes les réclamations se rapportant à un même fait générateur.

Le sinistre ou l'ensemble des sinistre(s) résultant de faute(s) professionnelle(s) et/ou fait(s) dommageable(s) ou circonstance(s) tels que visés aux points a) à d) ci-dessus, préalablement notifié(s) ou déclaré(s) à l'Assureur, sera considéré comme ayant été déclaré à la date de la première notification.

EXPERT

- a) Toute personne qui répond aux mêmes critères d'indépendance vis-à-vis de la société souscriptrice que ceux visés à l'article L. 611-13 du Code de commerce (pour le mandataire ad

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 34/61
--	---	------------

hoc et le conciliateur), et qui est mandatée par celle-ci, en dehors de toute procédure de conciliation ou de désignation d'un mandataire ad hoc, pour accomplir une mission en lien direct avec le déclenchement pendant la période d'assurance d'une procédure d'alerte visée au point B/ de la garantie 3.3.3 « Fonds de prévention des difficultés de l'entreprise ».

b) Tout expert-comptable actuel ou passé de la société souscriptrice.

A L'EXCEPTION DE :

- **TOUTE PERSONNE PRESENTANT UN LIEN DE PARENTE AVEC UN DIRIGEANT DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE ;**
- **TOUT ACTIONNAIRE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE OU TOUT ACTIONNAIRE DE TOUTE SOCIETE DETENANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PLUS DE LA MOITIE DES DROITS DE VOTE DU SOUSCRIPTEUR.**

FAIT DOMMAGEABLE

Tout fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage.

Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilée à un fait dommageable unique.

FAUTE

Tout acte fautif personnel, notamment erreur de fait ou de droit, négligence, omission, déclaration inexacte, tout non-respect de dispositions législatives, réglementaires ou statutaires, toute faute de gestion, commis par les Assurés, individuellement ou solidairement, dans l'exercice de leurs fonctions de dirigeant ou mandataire social du Souscripteur, d'une de ses filiales ou entités extérieures.

FAUTE LIEE A L'EMPLOI

Toute faute commise par un dirigeant, un conjoint d'un dirigeant de droit ou un préposé, personne physique, et susceptible d'engager sa responsabilité en sa qualité d'Assuré au titre des relations individuelles de travail, et notamment :

- a) un licenciement abusif ou sans cause réelle et sérieuse,
- b) le non-respect d'une promesse d'embauche,
- c) le refus injustifié de promotion ou de titularisation, l'entrave à une opportunité de carrière,
- d) une rétrogradation ou une mesure disciplinaire abusive,
- e) le non-respect des droits ou avantages acquis individuellement ou collectivement,
- f) toute forme de harcèlement et de discrimination.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 35/61
--	---	------------

La faute liée à l'emploi doit être commise par un dirigeant, un préposé ou par le conjoint d'un dirigeant de droit du Souscripteur ou de ses filiales, antérieurement à la date de résiliation ou d'expiration du présent contrat ou d'une garantie du présent contrat.

FAUTE NON SEPARABLE

L'objet de la garantie est de prendre en charge les frais de défense de la personne morale résultant de toute réclamation introduite à son encontre, mettant en jeu sa Responsabilité Civile du seul fait d'une faute professionnelle commise par un de ses dirigeants.

FAUTE PROFESSIONNELLE

Par faute professionnelle (réelle ou alléguée), on entend notamment :

- des actions commises non intentionnellement en dehors de la fonction, ou pouvant être qualifiées d'abus de fonction ;
- des fautes lourdes ;
- tout manquement aux obligations légales, réglementaires ou statutaires ;
- toute faute de gestion commise par imprudence, négligence, par omission, par erreur, par déclaration inexacte ;
- en général, tout acte fautif quelconque qui engage la responsabilité des Assurés, qu'il s'agisse des Membres Élus ou de toute autre personne, dirigeant de fait ou de droit.

FILIALE

Définition générale :

Toute personne morale dans laquelle le Souscripteur détient le contrôle directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs filiales.

Définition détaillée :

Toute entité juridique remplissant l'un des critères ci-dessous à la date d'effet du présent contrat ou antérieurement :

- Toute société détenue directement ou indirectement à plus de 50% de ses droits de vote par le Souscripteur et/ou une ou plusieurs filiales ;
- Toute société dans laquelle le Souscripteur et/ou plusieurs filiales nomment directement ou indirectement la majorité des dirigeants de droit ;
- Toute société gérée directement ou indirectement par le Souscripteur et/ou plusieurs filiales par l'intermédiaire d'un contrat de management ;
- Toute association ou fondation exclusivement constituée ou gérée par le Souscripteur et/ou une ou plusieurs filiales ;
- Tout Comité social et économique, Comité d'établissement, Comité central d'entreprise et Comité de Groupe du Souscripteur et de ses filiales.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 36/61
--	---	------------

Toute entité juridique qui viendrait à remplir l'un des critères ci-dessus en cours de période d'assurance sera considérée comme filiales au titre du présent contrat à compter de la date à laquelle elle remplit ce critère, **A L'EXCLUSION :**

- **DE TOUTE INSTITUTION FINANCIERE**
- **DE TOUTE ASSOCIATION OU SOCIETE DE SPORT PROFESSIONNEL.**

Si le Souscripteur ou une filiale acquiert le contrôle d'une nouvelle filiale ou crée une nouvelle filiale pendant la période de garantie, les dirigeants de cette personne morale obtiennent automatiquement la qualité d'Assuré.

Si le Souscripteur ou une filiale cède le contrôle d'une filiale pendant la période de garantie, l'Assureur prend en charge les réclamations présentées pendant la période de garantie à l'encontre des dirigeants de cette filiale en raison de fautes commises dans l'exercice de leur fonction de dirigeant antérieurement à la cession.

FONCTIONNEMENT DE L'ASSURANCE : BASE RECLAMATION

Conformément à l'article L.124.5.4^{ème} alinéa du Code des Assurances, la garantie est déclenchée par la réclamation. Elle couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans après sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.

FONDATEUR

Toute personne physique dirigeant de droit ou préposé du Souscripteur ou de ses filiales, ayant participé à la constitution du Souscripteur ou d'une ou de plusieurs filiales, ou participant à la constitution d'une entité juridique destinée à devenir filiale.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 37/61
--	---	------------

FRAIS D'ENQUETE

Les honoraires et frais de justice supportés par ou pour le compte d'un Assuré personne physique et générés par la situation ci-dessous :

- Les honoraires et frais résultent d'une enquête, instruction, investigation, poursuite ou procédure judiciaire, arbitrale, civile, pénale ou administrative introduite par une juridiction ou une autorité de contrôle à l'encontre du Souscripteur ou de ses filiales, et non à l'encontre de l'Assuré personne physique lui-même ;
- L'enquête, l'instruction, l'investigation, la poursuite ou la procédure est introduite à l'encontre du Souscripteur ou de ses filiales, pendant la période d'assurance et non pendant la période subséquente ;
- L'enquête, l'instruction, l'investigation, la poursuite ou la procédure donne lieu à une convocation écrite ou à une citation à comparaître de l'Assuré personne physique, en sa qualité de représentant légal du Souscripteur ou de ses filiales, et non d'Assuré ;
- La convocation écrite ou la citation à comparaître est délivrée à l'Assuré personne physique par la juridiction ou l'autorité de contrôle, pendant la période d'assurance et non pendant la période subséquente.

FRAIS D'EXTRADITION

Les honoraires et frais de justice spécifiquement liés à tout recours contentieux ou à toute procédure d'appel, administrative ou judiciaire, introduit à l'encontre d'une demande d'extradition d'un Assuré et visant à contester la régularité de la procédure d'extradition.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS D'EXTRADITION AU TITRE DU PRESENT CONTRAT :

- **LE MONTANT DE TOUTE CAUTION, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE, DUE PAR TOUT ASSURE OU PREPOSE DU SOUSCRIPTEUR, DE SES FILIALES OU PARTICIPATIONS.**

FRAIS DE DEFENSE

Les honoraires et frais nécessités par la défense des Assurés suite à toute réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance ou la période subséquente, et notamment :

- Les honoraires et les frais d'avocat,
- Les frais d'instruction, d'enquête, d'investigation, de procédure, de comparution et d'expertise,
- Les frais de constitution de caution, quelle qu'en soit la nature, y compris les intérêts d'emprunt bancaire contracté pour la constitution de cette caution,
- Les frais de défense liés à une procédure d'extradition,
- Les honoraires et frais divers engagés pour obtenir l'infirmité, l'annulations ou la révocation de toute mesure restrictive de propriété.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 38/61
--	---	------------

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS DE DEFENSE AU TITRE DU PRESENT CONTRAT :

- **LES REMUNERATIONS ET INDEMNITES DE DEPART, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE, DES ASSURES ET PREPOSES DU SOUSCRIPTEUR, DE SES FILIALES ET PARTICIPATIONS.**
- **LE MONTANT DE TOUTE CAUTION, QUELLE QU'EN SOIT LA NATURE, DUE PAR TOUT ASSURE OU PREPOSE DU SOUSCRIPTEUR, DE SES FILIALES ET PARTICIPATIONS.**

FRAIS DE DEFENSE LIES A UNE PROCEDURE D'EXTRADITION

Les honoraires et frais divers engagés pour la défense d'un Assuré personne physique dans le cadre de toute procédure d'extradition menée à son encontre, et qui fait suite, à :

- a) la réception par cet Assuré d'une notification officielle écrite émanant de l'autorité gouvernementale ou administrative compétente l'informant de l'existence d'une demande d'extradition faite à son encontre ; ou
- b) l'arrestation de cet Assuré en application d'un mandat d'arrêt délivré à son encontre.

Les frais de défense ainsi pris en charge par l'Assureur comprennent notamment ceux engagés dans le cadre de toute procédure d'appel issue du contentieux de l'extradition, toute procédure contentieuse liée à la détermination de la nationalité de l'Assuré et au caractère recevable ou non de la demande d'extradition, tout recours hiérarchique ou judiciaire fait à l'encontre de tout acte administratif lié à la procédure d'extradition, notamment la décision d'extradition émanant de l'autorité gouvernementale ou administrative compétente, ainsi que tout recours devant la Cour européenne des droits de l'homme ou toute autre juridiction similaire

FRAIS D'ENQUETE

Les honoraires et frais divers nécessaires encourus à titre personnel par un Assuré personne physique en relation directe avec sa comparution dans le cadre d'une enquête, ou la préparation de celle-ci, ou son assistance dans le cadre d'une enquête dont il est la cible.

NE CONSTITUENT PAS DES FRAIS D'ENQUETE LES HONORAIRES ET FRAIS DIVERS ENGAGES DANS LE CADRE D'UNE ENQUETE OU L'ASSURE PERSONNE PHYSIQUE COMPARAIT OU INTERVIENT EN SA QUALITE DE REPRESENTANT DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE, OU A LA DEMANDE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE

FRAIS DE PROTECTION DE LE-REPUTATION

Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires, avec l'accord de l'Assureur, engagés par un Assuré personne physique auprès d'un professionnel de protection de l'e-réputation extérieur à la société souscriptrice pour la gestion de toute atteinte à la réputation subie par cet Assuré, résultant d'articles de presse, de messages postés ou de toute autre information véhiculée sur internet et les réseaux sociaux :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 39/61
--	---	------------

- faisant suite à une réclamation introduite à son encontre ;
- ou alléguant une faute professionnelle réelle ou potentielle commise par cet Assuré.

FRAIS DE REHABILITATION

- a) Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un dirigeant personne physique auprès d'un professionnel des relations publiques extérieur à la société souscriptrice en vue de réparer toute atteinte à ta réputation subie par ce dirigeant, résultant d'articles de presse ou de toute autre information véhiculée par les médias accessible au public :
 - faisant suite à une réclamation introduite à son encontre ;
 - ou alléguant une faute professionnelle réelle ou potentielle commise par cet Assuré.
- b) Les frais de publication de toute décision exonérant un dirigeant personne physique de sa responsabilité ordonnée par une autorité administrative ou une juridiction suite à une réclamation garantie par le présent contrat.

FRANCHISE

La part d'indemnité restant dans tous les cas à la charge de l'Assuré et au-delà de laquelle s'applique la garantie de l'Assureur.

INDEMNITES

Toute somme que l'Assuré est individuellement ou solidairement tenu de payer en raison d'un jugement ou d'une décision de justice, d'une sentence arbitrale ou d'une transaction passée avec le consentement écrit préalable de l'Assureur, suite à toute réclamation introduite à l'encontre de l'Assuré pendant la période d'assurance ou la période subséquente, notamment les dommages-intérêts, les dépens, les frais irrépétibles de l'instance, les indemnités transactionnelles.

INVALIDITE ABSOLUE ET DEFINITIVE

Le fait pour l'Assuré d'être à la suite d'un accident garanti, absolument et définitivement dans l'incapacité d'exercer une profession quelconque et dans l'obligation d'avoir recours à une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie courante (cf. : 3^{ème} catégorie du barème de la Sécurité Sociale).

INVESTIGATION PRELIMINAIRE

- a) Toute demande écrite adressée à un Assuré personne physique, l'appelant à comparaître ou à répondre à des questions ou à produire des documents concernant tout Assuré dans sa fonction d'Assuré :
 - i. par une autorité administrative, ou
 - ii. par ou pour le compte de la société souscriptrice suite à :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 40/61
--	---	------------

- a. la requête d'une autorité administrative ou à une enquête menée dans les affaires de la société souscriptrice ou d'un Assuré personne physique dans sa fonction d'Assuré ; ou
- b. une notification écrite à une autorité administrative par la société souscriptrice d'un manquement réel ou supposé d'un Assuré personne physique à une obligation légale ou réglementaire, dans la mesure où une enquête est requise par cette autorité administrative ;
- c. une action sociale ut singuli ou à une demande écrite des actionnaires en vue d'exercer une action sociale ut singuli ;
- b) Toute visite ou tout contrôle sur place mené au sein de la société souscriptrice ou d'une participation par une autorité administrative aux fins de vérifier, saisir ou d'obtenir la production ou la copie de tout document, enregistrement, entretien ou toute donnée électronique d'un Assuré personne physique.

NE SONT PAS CONSIDERES COMME DES INVESTIGATIONS PRELIMINAIRES : TOUT(E) AUDIT, EXAMEN, CONTROLE, SURVEILLANCE OU INSPECTION DE ROUTINE OU REGULIEREMENT PROGRAMMES, Y COMPRIS TOUTE DEMANDE PORTANT SUR L'INFORMATION OBLIGATOIRE A LA CHARGE D'UNE SOCIETE SOUMISE A UNE REGLEMENTATION PARTICULIERE, MENES DANS LE CADRE D'UN CONTROLE NORMAL ET HABITUEL D'UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE OU DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE, DE COMPLIANCE ET DE CONFORMITE DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE.

Toute investigation préliminaire est réputée avoir été introduite à la date de la première demande écrite adressée à l'Assuré personne physique.

Toutes les investigations préliminaires résultant de faits ou de circonstances susceptibles de constituer un ou plusieurs même(s) fait(s) dommageable(s), ou un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, constituent une seule et même investigation préliminaire.

Toute investigation préliminaire et toute réclamation portant sur le(s) même(s) fait(s) dommageable(s), ou sur un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, que ceux ayant fait l'objet de l'investigation préliminaire constituent un seul et même sinistre

PARTICIPATION

Toute entité juridique remplissant l'un des critères ci-dessous à la date d'effet du présent contrat ou antérieurement :

- Toute société détenue directement ou indirectement à 50% ou moins de ses droits de vote par le Souscripteur et/ou une ou plusieurs filiales.
- Toute association, fondation, Groupement d'Intérêt Économique (GIE) ou syndicat professionnel constitué ou géré exclusivement par le Souscripteur et/ou ses filiales.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 41/61
--	---	------------

Toute entité juridique qui viendrait à remplir l'un des critères ci-dessus en cours de période d'assurance sera considérée comme participation au titre du présent contrat à compter de la date à laquelle elle remplit ce critère, **A l'EXCLUSION :**

- **DE TOUTE INSTITUTION FINANCIERE**
- **DE TOUTE ASSOCIATION OU SOCIETE DE SPORT PROFESSIONNEL.**

PERIODE D'ASSURANCE

- Pour la première période d'assurance, la période est fixée dans les Conditions Particulières
- Pour les périodes d'assurance suivantes, la période comprise entre :
 - deux échéances annuelles consécutives, ou
 - la dernière échéance annuelle et la date d'effet de la résiliation ou d'expiration du présent contrat.

PERIODE SUBSEQUENTE

La période d'une durée de 5 ans à compter de la date de résiliation ou de l'expiration du présent contrat pendant laquelle la garantie s'applique aux réclamations fondées sur des fautes commises avant la date de résiliation ou d'expiration du présent contrat.

La garantie subséquente ne joue pas en cas de suspension, de résiliation ou d'échéance du contrat pour non-paiement de prime.

Le montant de garantie applicable pendant la période de garantie subséquente est celui disponible à la date de résiliation du présent contrat.

La garantie subséquente ne vaut pas reconstitution du montant de garantie.

PERSONNE MORALE

Toute entité, quelle que soit sa forme juridique à l'exclusion des fonds de pension, y compris :

- les groupements et les organismes à but non lucratif (associations, fondations, fédérations, G.I.E., G.I.P., G.E.I.E.),
- les comités social et économique et d'établissement du Souscripteur ou de ses filiales.

POURSUITE ADMINISTRATIVE

Toute procédure d'une autorité administrative, faisant suite à une enquête ayant établi des griefs mettant en cause un Assuré.

PREPOSE

Toute personne physique exerçant son activité professionnelle au sein du Souscripteur ou de ses filiales :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 42/61
--	---	------------

- sous contrat à durée déterminée ou indéterminée,
- sous contrat d'apprentissage,
- sous convention de stage,
- sous contrat de Volontariat International en Entreprise (VIE)
- de manière bénévole.

Toute personne physique exerçant son activité professionnelle au sein du Souscripteur ou de ses filiales :

- à temps complet,
- à temps partiel,
- de manière saisonnière.

Toute personne physique candidate à l'embauche au sein du Souscripteur ou de ses filiales.

RECLAMATION

- a) Toute procédure judiciaire ou arbitrale introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un Assuré en raison de toute faute professionnelle ;
- b) Toute demande amiable faite par écrit par toute personne physique ou morale dont l'intention est de mettre en cause la responsabilité d'un Assuré pour toute faute professionnelle ;
- c) Toute instruction, enquête, ou poursuite pénale menée à l'encontre d'un Assuré, en raison d'une faute professionnelle ;
- d) Toute poursuite administrative menée à l'encontre d'un Assuré en raison de toute faute professionnelle ;
- e) Toute enquête uniquement pour la garantie d'un Assuré personne physique.

Toutes les réclamations résultant d'une même faute professionnelle ou d'une même série de fautes professionnelles et ayant la même cause technique constituent une seule et même réclamation.

RECLAMATION CONJOINTE

Toute demande amiable formulée par écrit et introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un Assuré personne physique et du Souscripteur ou de ses filiales personne morales, dans le but de mettre en cause leur responsabilité pour faute.

Toute procédure judiciaire, arbitrale, civile, pénale ou administrative introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un Assuré personne physique et du Souscripteur ou de ses filiales personne morales, dans le but de mettre en cause leur responsabilité pour faute.

Toute procédure judiciaire, arbitrale, civile, pénale ou administrative introduite par toute juridiction ou autorité de contrôle à l'encontre d'un Assuré personne physique et du Souscripteur ou de ses filiales personne morales, dans le but de mettre en cause leur responsabilité pour faute.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 43/61
--	---	------------

Une réclamation est conjointe au titre du présent contrat lorsque les trois critères ci-dessous sont remplis :

- L'Assuré personne physique et le Souscripteur ou la filiale personne morale sont mis en cause pour les mêmes faits.
- L'Assuré personne physique et le Souscripteur ou la filiale personne morale sont mis en cause dans une même assignation ou acte extrajudiciaire.
- L'Assuré personne physique et le Souscripteur ou la filiale personne morale sont représentés par le même avocat.

Toutes les réclamations conjointes fondées sur ou trouvant leur origine dans une même faute ou une même série de fautes et ayant la même cause technique constituent une seule et même réclamation conjointe.

REPRESENTANT

Les personnes physiques qui exercent les fonctions suivantes pendant la période d'assurance ou antérieurement :

- a) Tout représentant permanent de la société souscriptrice dans une participation et/ou
- b) Toute personne physique exerçant à la demande de la société souscriptrice une fonction de dirigeant de droit dans une participation, et/ou
- c) Toute personne physique siégeant à la demande de la société souscriptrice :
 - dans le comité d'une participation créé dans le cadre du gouvernement d'entreprise, notamment le comité d'audit, de stratégie, de rémunération ou de nomination, ainsi que tout comité équivalent au regard d'une législation étrangère, et/ou
 - dans le comité de surveillance d'une participation constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée.

En cas de cessation par le représentant des fonctions visées ci-dessus antérieurement à la date d'effet du contrat initial, seules bénéficient de la qualité d'Assuré les personnes qui ont conservé une fonction au sein de la société souscriptrice à la date d'effet du contrat

SINISTRE

- Tout dommage ou ensemble de dommages :
- causé(s) à des tiers, engageant la responsabilité d'un ou de plusieurs Assurés, et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ; et/ou
- subi(s) par l'Assuré et l'exposant au paiement de frais ;

et résultant d'un fait dommageable susceptible d'entraîner l'application d'une ou plusieurs des garanties du contrat.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 44/61
--	---	------------

SOUSCRIPTEUR

L'entité juridique indiquée aux Conditions Particulières, qui souscrit le présent contrat et agit pour le compte et au profit des Assurés.

TIERS

Toute personne physique ou morale autre que les Assurés.

La qualité de tiers est étendue aux Assurés dans les cas de réclamations suivants :

- les réclamations présentées par un Assuré ayant fait l'objet d'une révocation ou d'un licenciement abusif ;
- les réclamations présentées par un dirigeant actuel à l'encontre d'un ancien dirigeant, en réparation d'une faute dont ils ne sont pas coauteurs ;
- les réclamations présentées par un ancien dirigeant à l'encontre d'un dirigeant, en réparation d'une faute dont ils ne sont pas coauteurs ;
- les réclamations présentées par un Assuré en sa qualité d'actionnaire, en réparation d'une faute dont il n'est pas coauteur ;
- les réclamations présentées par un Assuré en sa qualité de représentant légal du Souscripteur, l'une de ses filiales ou entités extérieures, en réparation d'un préjudice subi par ces derniers ;
- les réclamations présentées par un Assuré à l'encontre d'un autre Assuré dans le cadre de sa défense.

VIOLATION SOCIALE

Toute violation de la réglementation applicable aux relations de travail, quelles que soient ses sources, notamment les dispositions issues du contrat de travail (écrit ou non), du règlement intérieur, des conventions et/ou accords collectifs, du Code du travail, du Code pénal, des directives européennes ou des conventions internationales, commise en relation avec l'emploi ou l'embauche par la société souscriptrice ou une participation, d'un employé ou d'un Assuré personne physique, ou d'un candidat à une embauche auprès de la société souscriptrice ou d'une participation

3.9 Les modalités d'indemnisation

3.9.1 Que faire en cas de sinistre ?

Le souscripteur ou l'Assuré doit SOUS PEINE DE DECHEANCE, sauf cas fortuit ou de force majeure, déclarer par écrit tout sinistre à l'Assureur ou à l'intermédiaire d'assurance désigné au contrat dans les trente jours à compter du moment où il en a eu connaissance (article L 1 13-2 4⁰ du Code des assurances).

Ce délai peut être prolongé d'un commun accord entre les parties contractantes.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 45/61
--	---	------------

La déchéance pour déclaration tardive ne peut être opposée à l'Assuré que si l'Assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut également être opposée dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

3.9.1.1 Dispositions générales

La société souscriptrice ou les Assurés ont l'obligation d'informer par écrit l'Assureur dès que possible de :

- toute réclamation introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente, sauf lorsque la réclamation doit être déclarée à l'ancien Assureur de l'Assuré dans les cas prévus dans la fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile dans le temps » ;
- toute investigation préliminaire.

Toutes les réclamations résultant d'une (des) même(s) faute(s) professionnelle(s), ou d'un ensemble de fautes professionnelles ayant la même cause technique, ou d'un (des) même(s) fait(s) dommageable(s), ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, seront rattachées à la période d'assurance pendant laquelle la première des réclamations a été introduite.

Toutes les investigations préliminaires résultant de faits ou de circonstances susceptibles de constituer un (des) même(s) fait(s) dommageable(s), ou un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, seront rattachées à la période d'assurance pendant laquelle la première des investigations préliminaires a été introduite.

Toute investigation préliminaire et toute réclamation portant sur le(s) même(s) fait(s) dommageable(s), ou sur un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, que ceux ayant fait l'objet de l'investigation préliminaire seront rattachées à la période d'assurance pendant laquelle la première notification ou déclaration aura été faite.

Si pendant la période d'assurance, la société souscriptrice ou les Assurés ont connaissance de faits ou de circonstances qui sont susceptibles de constituer un fait dommageable et de donner naissance à une réclamation, ils peuvent :

- notifier à l'Assureur par écrit ces faits ou circonstances avec les dates et les personnes concernées, et
- expliciter les raisons pour lesquelles ils anticipent un fait dommageable et une réclamation.

En conséquence, une réclamation attribuable à ces faits ou circonstances préalablement déclarés à l'Assureur, sera considérée comme ayant été faite à la date de la première notification.

3.9.1.2 Obligation de déclaration pour la garantie « Gestion de crise »

Pour l'application de la garantie 3.7 « Gestion de crise », une situation de crise réelle ou prévisible doit être notifiée à l'Assureur dès que possible mais au plus tard dans un délai maximum de trente jours après que la société souscriptrice ait subi la situation de crise.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 46/61
--	---	------------

3.9.2 Règlement des sinistres

3.9.2.1 Règlement

Le règlement des sinistres est effectué dans le délai de quinze jours à compter de l'accord des parties ou, en cas de décision judiciaire exécutoire, à compter de la date à laquelle l'Assureur est en possession de cette décision

3.9.2.2 Ordre de paiement des indemnités

L'Assureur procédera au paiement des différentes indemnités dues dans le cadre de toute réclamation garantie par le présent contrat dans l'ordre chronologique suivant :

- a) en priorité, il procèdera, dans la limite du montant des garanties disponible, au règlement des indemnités dues aux Assurés personnes physiques ;
- b) ensuite, il procèdera, en fonction du montant des garanties encore disponible après le règlement des indemnités visées au point a) ci-dessus, au règlement des indemnités dues aux Assurés personnes morales.

La mise en redressement ou en liquidation judiciaire de la société souscriptrice, ou l'état d'insolvabilité de l'Assuré ne dispense pas l'Assureur de procéder à l'imputation des paiements selon l'ordre défini ci-dessus.

3.9.2.3 Subrogation

L'Assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité que l'Assureur a payée, dans les droits et actions contre tous responsables des dommages.

SI LA SUBROGATION NE PEUT PLUS, DU FAIT DES ASSURES, S'OPERER EN FAVEUR DE L'ASSUREUR, L'ASSUREUR EST DECHARGE DE LA GARANTIE ENVERS LES ASSURES DANS LA MESURE MEME OU AURAIT PU S'EXERCER LA SUBROGATION.

3.9.3 Contestation

En cas d'insatisfaction relative à la conclusion ou à l'exécution du présent contrat, l'Assuré peut contacter l'Assureur ou son intermédiaire en s'adressant à son interlocuteur habituel.

3.10 La vie du contrat

3.10.1 Date d'effet – Date d'échéance - Renouvellement

Le présent contrat prend effet à compter de la date fixée dans les Conditions Particulières.

Il arrive à échéance à la date fixée à ce même article.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 47/61
--	---	------------

Le présent contrat se renouvelle automatiquement à la fin de chaque période d'assurance pour une nouvelle période d'assurance sauf résiliation faite par l'Assureur ou le souscripteur par lettre recommandée adressée 6 (SIX) mois avant l'échéance fixée dans les Conditions Particulières.

Le souscripteur s'engage à fournir à la demande de l'Assureur :

- le dernier bilan et compte de résultat consolidé du souscripteur, ou à défaut, le dernier bilan et compte de résultat du souscripteur et de chacune des sociétés considérées comme filiales, les annexes et le rapport de gestion du dernier exercice ;
- toute information pertinente pour l'évaluation et le suivi de son risque.

3.10.2 Prime

Le souscripteur s'engage à payer à l'Assureur la prime dont le montant est fixé dans les Conditions Particulières, ainsi que les taxes en vigueur.

A défaut de paiement de cette prime ou d'une fraction de prime dans les dix jours de son échéance, le souscripteur s'expose à ce que l'Assureur mette en œuvre les dispositions prévues par l'article L. 113-3 du Code des assurances, qui permettent à l'Assureur d'une part, par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur, de suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre, et ensuite, à défaut de paiement pendant la période de suspension de la garantie, de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus.

La suspension de la garantie pour non-paiement de la prime ne dispense pas le souscripteur de l'obligation de payer les primes à leur échéance.

Sans préjudice des dispositions précédentes, à défaut de paiement d'une fraction de la prime, l'Assureur est en droit d'exiger le paiement intégral de la prime annuelle.

3.10.3 Fonctionnement des garanties « Responsabilité » dans le temps

3.10.3.1 Reprise du passé inconnu

L'Assureur garantit les réclamations introduites à l'encontre des Assurés pendant la période d'assurance ou la période subséquente pour toute faute professionnelle commise pendant la période d'assurance ou antérieurement, sous réserve que le fait dommageable n'ait pas été connu de l'Assuré à la date de prise d'effet de la garantie selon l'exclusion 3.6.1.2 du présent contrat.

3.10.3.2 Garantie subséquente

a) Conditions d'application de la garantie subséquente

L'Assureur garantit les réclamations introduites pendant la période subséquente et résultant de faits dommageables connus de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration d'une ou des garanties du présent contrat, sous réserve qu'au moment où l'Assuré a eu connaissance du fait dommageable, la garantie en cause au titre de la réclamation n'ait pas été resouscrite auprès du même Assureur ou de tout autre Assureur, ou l'ait été sur la base du déclenchement par le fait dommageable tel que défini à l'article L. 124-5 alinéa 3 du Code des assurances.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 48/61
--	---	------------

b) Plafond des garanties applicable à la garantie subséquente

En cas de résiliation ou d'expiration du présent contrat, le montant des garanties pour l'ensemble des réclamations introduites pendant la période subséquente portant sur les garanties résiliées ou expirées correspond au montant reconstitué du plafond des garanties de la dernière période d'assurance. Il n'est pas diminué du montant des indemnités réglées ou dues par l'Assureur au cours de la dernière période d'assurance.

En cas de suppression ou d'expiration d'une ou de plusieurs garanties du présent contrat, le montant des garanties pour l'ensemble des réclamations introduites pendant la période subséquente et afférentes à ces garanties correspond au montant reconstitué du plafond applicable à ces garanties pendant la dernière période d'assurance précédant la suppression ou l'expiration de ces garanties.

c) Subséquente de 10 ans en cas de dissolution ou liquidation du souscripteur

En cas de dissolution ou de liquidation amiable ou judiciaire du souscripteur, et lorsque le présent contrat constitue la dernière garantie souscrite pour couvrir la responsabilité des dirigeants du souscripteur, le délai de la période subséquente applicable à toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine une faute professionnelle commise par les dirigeants du souscripteur est porté à 10 ans.

d) Subséquente illimitée en cas de départ en retraite ou démission d'un dirigeant Assuré

Si un dirigeant Assuré personne physique de la société souscriptrice démissionne ou prend sa retraite postérieurement à la date d'effet du contrat initial, et autrement qu'en raison d'une modification structurelle telle que prévue à l'article 3.10.4.1 « Modification structurelle du souscripteur », le délai de la période subséquente applicable à toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine une faute professionnelle commise par ce dirigeant est illimité dans le temps, sous réserve que :

- le présent contrat ne soit pas renouvelé ou remplacé par un autre contrat couvrant la responsabilité des dirigeants, ou
- le présent contrat soit renouvelé ou remplacé par un autre contrat dont la durée de la garantie subséquente pour cet Assuré est égale ou inférieure à 6 ans.

3.10.4 Dispositions applicables à certaines modifications du risque

3.10.4.1 Modification structurelle du souscripteur

Si, au cours de la période d'assurance :

- a) le souscripteur fusionne avec une société extérieure à la société souscriptrice, les garanties du présent contrat resteront acquises aux Assurés pour les réclamations relatives à des fautes professionnelles ayant été commises antérieurement à cette modification structurelle du souscripteur.

Le présent contrat sera automatiquement résilié à la date à laquelle est intervenue une telle modification structurelle.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 49/61
--	---	------------

Le souscripteur ou les Assurés ont la possibilité de demander à l'Assureur le maintien des garanties du présent contrat pour toute réclamation fondée sur ou ayant pour origine une faute professionnelle postérieurement à cette modification structurelle du souscripteur. Cette extension doit faire l'objet d'un accord écrit de l'Assureur qui a la possibilité de réclamer une prime additionnelle et/ou d'amender les dispositions du présent contrat en considération de cette demande.

b) une ou plusieurs personnes morales agissant de concert viennent à détenir plus de 50 % des droits de vote du souscripteur,

les garanties du présent contrat resteront acquises aux Assurés pour les réclamations relatives à des fautes professionnelles ayant été commises antérieurement et postérieurement à cette modification structurelle du souscripteur, sous réserve que le montant du plafond des garantie fixé à l'article 2.4 des Conditions Particulières n'excède pas cinq millions (5 000 000) d'euros.

3.10.4.2 Placement de titres financiers sur un marché réglementé et/ou régulé

Sauf dérogation écrite de l'Assureur selon les modalités prévues ci-dessous, **SONT EXCLUES DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT LES RECLAMATIONS FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE TOUT PLACEMENT DE TITRES FINANCIERS SUR UN MARCHE REGLEMENTE ET/OU REGULE ET SOUS QUELLE QUE FORME QUE CE SOIT.**

Le souscripteur a la possibilité de demander à l'Assureur d'étendre les garanties du présent contrat aux réclamations exclues ci-dessus.

Cette extension doit faire l'objet d'un accord écrit de l'Assureur qui a la possibilité de réclamer une prime additionnelle et/ou d'amender les dispositions du présent contrat en considération de cette extension

3.10.5 Déclaration du risque

Le contrat est établi sur la base des déclarations et des documents fournis par le souscripteur, notamment dans un questionnaire ou un bulletin de souscription et leurs annexes fournis par l'Assureur, et la prime est fixée en conséquence.

L'Assuré doit donc :

1. A la souscription du contrat, répondre exactement, sous peine des sanctions prévues ci-après, aux questions posées par l'Assureur (article L. 113-2 2^o du Code des assurances).
2. En cours de contrat, déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'Assureur, notamment dans le questionnaire ou le bulletin de souscription mentionné ci-dessus.

Ces circonstances nouvelles doivent être déclarées à l'Assureur par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à partir du moment où le souscripteur en a eu connaissance (article L. 113-2 3^o du Code des assurances).

Conformément aux dispositions de l'article L. 113-4 du Code des assurances, en cas d'aggravation du risque en cours de contrat telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'Assureur n'aurait pas

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 50/61
--	---	------------

contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'Assureur a la faculté soit de résilier le contrat moyennant préavis de dix jours par lettre recommandée, soit de proposer un nouveau montant de prime.

Dans le premier cas, la résiliation ne peut prendre effet que dix jours après notification et l'Assureur doit alors rembourser au souscripteur la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

Dans le second cas, si le souscripteur ne donne pas de suite à la proposition de l'Assureur ou s'il refuse expressément le nouveau montant, dans le délai de trente jours à compter de la proposition, l'Assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai à condition d'avoir informé le souscripteur de cette faculté dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'Assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

Conformément aux dispositions de l'article L. 113-8 du Code des assurances, toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part du souscripteur, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, entraîne la nullité du contrat ; les primes payées sont acquises à l'Assureur qui a droit, à titre de dommages-intérêts, au paiement de toutes les primes échues.

Conformément aux dispositions de l'article L. 113-9 du Code des assurances, toute omission ou toute déclaration inexacte du souscripteur dont la mauvaise foi n'est pas établie donne droit à l'Assureur :

- si elle est constatée avant tout sinistre :
 - o soit de maintenir le contrat en vigueur moyennant une augmentation de prime acceptée par le souscripteur. Si le souscripteur ne donne pas suite ou refuse dans un délai de 30 jours à compter de la proposition, l'Assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai.
 - o soit de résilier le contrat avec un préavis de 10 jours ;
- si elle n'est constatée qu'après sinistre, de réduire l'indemnité en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

3.10.6 Cessation du contrat

3.10.6.1 Dans quels cas le contrat peut-il être résilié ?

Le contrat est résiliable dans les cas et conditions prévus ci-après :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 51/61
--	---	------------

- 1) Par l'Assureur ou par le souscripteur, chaque année à la date d'échéance, sous réserve d'en informer l'autre partie au plus tard un mois avant cette date d'échéance (article L. 113-12 du Code des assurances).
- 1) Par l'Assureur
 - a) en cas de non-paiement de la prime (article L. 113-3 du Code des assurances) ,
 - b) en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances) ;
 - c) en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances).
- 2) Par le souscripteur :
 - a) en cas de diminution du risque, si l'Assureur refuse de réduire la prime en conséquence (article L. 113-4 du Code des assurances). La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification à l'Assureur ;
 - b) en cas de résiliation par l'Assureur d'un autre des contrats du souscripteur après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances) ;
 - c) en cas de majoration de la prime. Le contrat est résiliable dans les conditions prévues à l'article 2 « Prime » du présent contrat.
 - d) De plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

3.10.6.2 Comment est résilié le contrat ?

Si le souscripteur en prend l'initiative :

Le souscripteur a le choix entre une déclaration faite contre récépissé, un acte extrajudiciaire ou une lettre recommandée qui doit être adressée à l'Assureur dans les délais prévus pour notifier sa décision.

Si l'Assureur en prend l'initiative:

L'Assureur adresse au souscripteur, à son dernier domicile connu, une lettre recommandée dans les délais prévus pour notifier sa décision, les délais courant à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

3.10.6.3 Non-résiliation par l'Assureur après sinistre

L'Assureur renonce à son droit prévu par l'article R. 113-10 du Code des assurances de résilier le présent contrat en cours de période d'assurance après sinistre sur le seul fondement de l'existence d'un tel sinistre

3.10.7 Prescription

Conformément aux dispositions prévues par les articles L. 114-1 et suivants du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

- 1/ En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 52/61
--	---	------------

2/ En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré à l'encontre de l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice à l'encontre de l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants-droits de l'Assuré décédé.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription, à savoir :

- toute citation en justice, y compris en référé, tout commandement ou saisie, signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire conformément aux articles 2241 à 2244 du Code civil ;
- toute reconnaissance non équivoque de la part de l'Assureur du droit de l'Assuré, ou toute reconnaissance de dette de la part de l'Assuré envers l'Assureur conformément à l'article 2240 du Code civil ;
- toute demande en justice ou mesure d'exécution forcée à l'encontre d'un débiteur solidaire, toute reconnaissance de l'Assureur du droit de l'Assuré ou toute reconnaissance de dette de l'un des débiteurs solidaires, qui interrompt la prescription à l'égard de tous les codébiteurs et leurs héritiers, conformément à l'article 2245 du Code civil ;

ainsi que dans les autres cas suivants prévus par l'article L. 114-2 du Code des assurances :

- toute désignation d'expert à la suite d'un sinistre ;
- tout envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée:
- par l'Assureur à l'Assuré pour non-paiement de la prime ;
- par l'Assuré à l'Assureur pour règlement de l'indemnité.

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

3.10.8 Droit applicable – Juridictions compétentes

Le présent contrat est régi par le droit français.

Tout litige relatif à son interprétation, son exécution ou sa résiliation relève de la seule compétence des juridictions françaises

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 53/61
--	---	------------

ANNEXE I - GESTION DE CRISE

1. SITUATION DE CRISE

Pour l'application de la garantie 3.3.6 « Gestion de crise », on entend par « situation de crise » l'un des événements suivants:

- a) Perte d'un brevet, d'une marque de fabrique, de droits d'auteur ou d'un important client ou contrat :

La perte imprévisible :

- de droits de propriété intellectuelle précédemment acquis par la société souscriptrice en application de la législation applicable sur un brevet, une marque de fabrique ou une œuvre ; CETTE PERTE NE DOIT PAS RESULTER DE L'EXPIRATION DE CES DROITS.
- d'un important client de la société souscriptrice qui représente plus de 20% de son chiffre d'affaires consolidé ,
- de tout ou partie d'un contrat important de la société souscriptrice qui représente plus de 20% de son chiffre d'affaires consolidé.

- b) Retrait de produit ou retard de production :

Le retrait d'un produit essentiel de la société souscriptrice ou un retard imprévisible dans la production d'un produit essentiel de la société souscriptrice.

- c) Dommages causés par la société souscriptrice :

L'allégation ou l'accusation selon laquelle la société souscriptrice a causé au cours de ses activités à au moins 10 personnes, un dommage corporel et/ou une maladie et/ou un décès et/ou un traumatisme psychologique ou un dommage matériel ou la destruction, y compris la perte de jouissance, d'un ensemble significatif de biens.

- d) Perte d'un homme clé :

Le décès ou la démission d'un ou plusieurs dirigeants de la société souscriptrice.

- e) Modification des comptes sociaux :

La modification des comptes de la société souscriptrice alors qu'ils avaient précédemment été enregistrés ou rendus publics.

- f) Passage en pertes et profits d'actifs :

Le passage en pertes et profits dans le bilan de la société souscriptrice d'un montant significatif de ses actifs.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 54/61
--	---	------------

g) Restructuration de la dette ou défaut de paiement :

Le défaut de paiement d'une dette ou l'intention de la société souscriptrice de ne pas honorer une dette ou son intention d'entreprendre une restructuration de sa dette.

h) Cessation des paiements :

L'intention des dirigeants de la société souscriptrice de déclarer une filiale en cessation des paiements ou la découverte qu'un tiers projette de déclarer une filiale en cessation des paiements involontaire ou le dépôt de bilan, volontaire ou involontaire, d'une filiale.

i) Enquête ou mise en cause par une autorité administrative :

L'ouverture ou la menace d'ouverture d'une enquête à l'encontre de la société souscriptrice par une autorité administrative ou la mise en cause de la société souscriptrice par une autorité administrative.

2. PRESTATIONS DE GESTION DE CRISE

Les prestations prises en charge au titre de la garantie 3.3.6 « Gestion de crise » sont celles fournies par une société de gestion de crise pour conseiller la société souscriptrice ou l'un des dirigeants de la société souscriptrice ou salariés sur la communication interne et externe, les réponses à donner aux clients et aux tiers extérieurs à la société et la communication avec les médias afin de limiter l'impact d'une situation de crise garantie au titre du présent contrat.

Les prestations de conseil ne doivent pas excéder :

- une visite d'un ou plusieurs consultants de la société de gestion de crise dans les locaux de la société souscriptrice en France pour une durée maximale telle que prévue à l'article 2.4 des Conditions Particulières ; ou
- des consultations téléphoniques auprès de la société de gestion de crise par tout dirigeant ou salarié pour une durée totale telle que prévue à l'article 2.4 des Conditions Particulières.

3. EXCLUSIONS

SONT EXCLUES DE LA GARANTIE « GESTION DE CRISE » :

3.1 LES SITUATIONS DE CRISE QUI ONT DEJA ETE NOTIFIEES OU DECLAREES DANS LE CADRE DE TOUT AUTRE CONTRAT D'ASSURANCE COUVRANT TOUT OU PARTIE DES MEMES RISQUES ET/OU DONT LE PRESENT CONTRAT EST UN RENOUVELLEMENT, UN REMPLACEMENT OU AUQUEL LE PRESENT CONTRAT SUCCEDE DANS LE TEMPS ;

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 55/61
--	---	------------

3.2 LES SITUATIONS DE CRISE CONNUES DE LA SOCIETE SOUSCRIPTRICE ANTERIEUREMENT A LA DATE DE PRISE D'EFFET DU PRESENT CONTRAT ;

3.3 LES SITUATIONS DE CRISE LIEES A TOUTE REACTION OU RADIATION NUCLEAIRE CAUSEES PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF, OU PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENT IONISANT ;

3.4 LES SITUATIONS DE CRISE FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE LES EFFETS D'UNE POLLUTION REELLE, POTENTIELLE OU SUPPOSEE OU D'UNE CONTAMINATION DE LA TERRE, DE L'AIR OU DE L'EAU PAR DECHARGEMENT, DISPERSION, DEVERSEMENT OU ECHAPPEMENT DE TOUTES MATIERES POLLUANTES.

4. PROCEDURES A SUIVRE LORS D'UNE SITUATION DE CRISE

- Informer par mail le centre de gestion de crise par mail :
 - Décrire l'un ou plusieurs des événements prévus ci-dessus susceptibles de constituer une situation de crise et mettre en jeu la garantie ;
 - Fournir les documents justificatifs ;
- Contacter directement la société de gestion de crise par téléphone ou par mail ;
- Informer votre courtier d'assurance par téléphone et par écrit en lui demandant de déclarer votre demande d'intervention auprès de l'Assureur ;
- Si la situation de crise est susceptible de donner lieu à une réclamation, suivre les instructions de l'article 3.9.1 « Que faire en cas de sinistre ? » du présent contrat.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 56/61
--	---	------------

FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES « RESPONSABILITE CIVILE » DANS LE TEMPS

NOTA : La présente fiche d'information reproduit les dispositions figurant dans l'annexe de l'article A.112 du code des assurances, établie par arrêté du 31 Octobre 2003 (publié au JO du 7 novembre 2003).

AVERTISSEMENT

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 1 12-2 du Code des Assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n ° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

COMPRENDRE LES TERMES

Fait dommageable : Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation : Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'Assuré ou à l'Assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie : Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente : Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

I. Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée :

En-dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable. L'Assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 57/61
--	---	------------

est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'Assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le « fait dommageable » ou si elle l'est par « la réclamation ».

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition : c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. COMMENT FONCTIONNE LE MODE DE DECLENCHEMENT PAR « LE FAIT DOMMAGEABLE » ?

L'Assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'Assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. COMMENT FONCTIONNE LE MODE DE DECLENCHEMENT PAR « LA RECLAMATION »

Quel que soit le cas, la garantie de l'Assureur n'est pas due si l'Assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'Assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur pendant la période subséquente.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 58/61
--	---	------------

Cas 2.2.1 - L'Assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque. L'Assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2. : L'Assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel Assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'Assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux Assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation. Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

1) EN CAS DE CHANGEMENT D'ASSUREUR

Si vous avez changé d'Assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'Assureur qui vous indemniserà. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel Assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous.

2.3. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

2.4. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien Assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien Assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien Assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel Assureur qui accueillera votre réclamation.

2.5. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien Assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 59/61
--	---	------------

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'Assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel Assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable ;

3.4 L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien Assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien Assureur si la réclamation est adressée à l'Assuré ou à votre ancien Assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'Assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation

2) EN CAS DE RECLAMATIONS MULTIPLES RELATIVES AU MEME FAIT DOMMAGEABLE.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même Assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre Assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'Assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet Assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même Assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 60/61
--	---	------------

Annexes

- Annexe A01 – Rapport d'activité 2024 – CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
- Annexe A04 – Attestation de non-sinistralité RCMS pour la période du 2023/2025 – CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 61/61
--	---	------------

Lu et approuvé,

A _____

Le _____

Le Titulaire (les Titulaires)
Signature(s) et cachets(s)

A _____

Le _____

Le Pouvoir Adjudicateur
Signature et cachet